

PROJET DU GAZODUC TSGP

L'étude de faisabilité finalisée dans six mois

L'étude de faisabilité du projet du gazoduc transsaharien (TSGP), destiné à relier le Nigeria à l'Algérie via le Niger pour transporter du gaz naturel vers l'Europe, sera mise à jour dans six mois, a annoncé hier un responsable du groupe Sonatrach. . P 3



AVEC PRÈS DE 2000 OPÉRATEURS RECENSÉS

Le « made in algeria » exporté vers 120 pays

Les produits algériens s'imposent de plus en plus sur la scène internationale, atteignant désormais plus de 120 pays. Les autorités algériennes ont déployé des efforts considérables pour diversifier les exportations, en mettant particulièrement l'accent sur les marchés africains, arabes, européens, américains et, prochainement, britanniques. Abdellatif El Houari, sous-directeur chargé du suivi et de la promotion des exportations au ministère du Commerce extérieur, a souligné l'importance stratégique de cette dynamique.

P 2

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Le Code maritime, les mines, les zones d'activité au menu

Le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a présidé, hier, une réunion du gouvernement, consacrée à l'examen de plusieurs dossiers. Selon un communiqué des services du Premier ministre, le gouvernement a procédé à l'examen d'un projet de loi préliminaire visant à modifier et compléter l'ordonnance n° 76-80 du 23 octobre 1976, portant sur le code maritime.

P 3

ALGÉRIE - ÉTATS-UNIS
Vers une intensification de la coopération économique

Les relations économiques entre l'Algérie et les États-Unis, solides depuis des décennies, se sont historiquement concentrées sur le secteur énergétique. Toutefois, un tournant majeur se dessine avec la diversification des investissements américains, notamment dans des secteurs émergents tels que l'agriculture et les énergies renouvelables. Cette évolution témoigne de l'intérêt croissant des États-Unis pour renforcer leur présence en Algérie et d'une volonté partagée d'élargir leurs collaborations économiques, tout en consolidant une relation historique fondée sur la confiance et des intérêts mutuels, a souligné Sabri Boukadoum, chef de mission de l'ambassade d'Algérie à Washington.

P 3

AIR ALGÉRIE

Ouverture de la ligne Alger-Abuja en avril prochain P 2

SONATRACH- CHEVRON

Les moyens de développer les relations de coopération examinés P 5

TRANSPARENCE ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Signature d'une convention de coopération entre l'APN et la HATPLC P 3

AGRICULTURE

Une superficie de 60 000 hectares dédiée à la culture du tournesol

Par S. R.

Une superficie importante de 60 000 hectares sera dédiée à la culture du tournesol à travers le territoire national, durant l'actuelle saison agricole (2024-2025), a annoncé, depuis à M'sila, la directrice centrale au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Hanane Labiod.

S'exprimant en marge du lancement du premier essai de culture de tournesol dans la wilaya du Hodna, dans une exploitation agricole privée de la commune d'Ain Khadra, la responsable a indiqué que la superficie consacrée à la culture de cette plante oléagineuse a « augmenté par rapport à la dernière saison (2023-2024) qui avait vu l'ensemencement de 2.000 hectares ».

Le ministère de l'Agriculture « a réuni toutes les conditions nécessaires pour la réussite du programme de culture du tournesol qui touchera 54 wilayas du pays au cours de l'actuelle saison agricole, notamment par la sensibilisation et l'accompagnement technique des agriculteurs engagés dans ce type de production agricole », a-t-elle souligné.

La même responsable a également indiqué que ce programme était « très prometteur » d'autant que l'Etat a « mis en place tous les mécanismes nécessaires pour motiver et encourager les agriculteurs à s'engager dans cette filière importante pour l'économie nationale », ce qui, selon elle, « contribuera à réduire la facture des importations et à assurer la sécurité alimentaire ».

Affirmant que l'Algérie dispose des potentialités humaines et naturelles pour mettre en œuvre ce programme, elle a noté que les expériences lancées dans certaines wilayas ont prouvé que la culture de cette plante oléagineuse « a un excellent rendement ».

A titre indicatif, une superficie de 150 hectares est dédiée, dans la wilaya de M'sila, à la mise en œuvre de l'expérience de la culture du tournesol.

AVEC PRÈS DE 2000 OPÉRATEURS RECENSÉS

Le «made in algérie» exporté vers 120 pays

Les produits algériens s'imposent de plus en plus sur la scène internationale, atteignant désormais plus de 120 pays. Les autorités algériennes ont déployé des efforts considérables pour diversifier les exportations, en mettant particulièrement l'accent sur les marchés africains, arabes, européens, américains et, prochainement, britanniques. Abdellatif El Houari, sous-directeur chargé du suivi et de la promotion des exportations au ministère du Commerce extérieur, a souligné l'importance stratégique de cette dynamique.

Par Mourad A.

Lors de son intervention sur les ondes de la « Chaîne I » de la radio nationale, le même responsable a détaillé la nouvelle approche adoptée par l'Algérie, axée sur la promotion des produits les plus compétitifs et les mieux adaptés aux exigences des marchés internationaux. Parmi les priorités, l'Afrique et le Moyen-Orient occupent une place centrale en raison de la proximité géographique, des accords commerciaux avantageux et de la forte demande pour les produits algériens, tels que les dattes, les fruits, les légumes et les produits pharmaceutiques. Avec l'entrée en vigueur, en 2024, de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), regroupant déjà 30 pays, de nouvelles perspectives s'ouvrent, renforçant l'ambition de l'Algérie de devenir un moteur des échanges commerciaux en Afrique.

« Nos produits agricoles et agroalimentaires, tels que les dattes, les agrumes et l'huile d'olive, répondent aux attentes des consommateurs non seulement par leur qualité, mais aussi par leur compé-

titivité », a-t-il précisé.

Abdellatif El Houari a également évoqué la récente ouverture d'une ligne aérienne entre l'Algérie et l'Arabie Saoudite, dédiée au transport de marchandises. Cette initiative reflète la volonté de l'Algérie de renforcer ses capacités logistiques. « Cette ligne, inaugurée avec des exportations de fruits, légumes et produits alimentaires, marque une avancée significative dans l'accès des produits algériens aux marchés du Golfe », a-t-il ajouté. De plus, des partenariats ont été récemment signés avec des opérateurs économiques en Mauritanie et en Arabie Saoudite, suite à des visites sur le terrain pour démontrer la qualité et la compétitivité des produits algériens.

« Ces initiatives s'inscrivent dans une stratégie globale visant à réduire les obstacles bureaucratiques et à renforcer l'accompagnement des exportateurs locaux », a précisé le responsable. Le nombre d'exportateurs algériens a connu une croissance spectaculaire, passant de 200 à 2 000 opérateurs en quelques années. Cette expansion est soutenue par des mesures incitatives mises en place par l'État, telles que des

exemptions douanières et des simplifications administratives. « L'État joue un rôle de facilitateur, mais l'acteur clé reste l'opérateur économique », a souligné Abdellatif El Houari, insistant sur l'importance d'une relation de confiance entre les autorités publiques et les exportateurs. Les start-ups et les PME émergent également comme des acteurs essentiels de cette dynamique, contribuant à la diversification de l'offre exportable. Lors des salons internationaux et des expositions locales, ces entreprises sont mises en avant pour séduire de nouveaux partenaires commerciaux et ouvrir davantage de marchés.

Bien que les exportations vers l'Afrique ne représentent actuellement que 10 % des exportations totales, l'Algérie entend multiplier cette part dans les années à venir. La ZLECAF offre des opportunités uniques grâce aux exemptions douanières appliquées dans les 30 pays membres. « L'Algérie doit se positionner comme la locomotive des échanges commerciaux en Afrique », a affirmé El Houari, mettant en avant les atouts géographiques et économiques du pays.

AIR ALGÉRIE

Ouverture de la ligne Alger-Abuja en avril prochain

La compagnie Air Algérie compte ouvrir une nouvelle ligne internationale Alger-Abuja (Nigéria), à compter du mois d'avril prochain, dans le cadre de l'élargissement de son réseau afin d'offrir des choix plus flexibles aux voyageurs, a annoncé, mardi, le PDG de la compagnie, Hamza Benhamouda. "Le travail est en cours pour le lancement de la ligne Abuja à compter du mois d'avril prochain", a déclaré M. Benhamouda à la presse en marge de la cérémonie d'ouverture d'un bureau de liaison dédié au commerce et aux services aux exportateurs au niveau du Terminal 4 de l'Aéroport international Houari Boumediene, présidée par le ministre des Transports, Saïd Sayoud et le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Mohamed

Boukhari. Il a indiqué, dans ce sens, que la compagnie œuvre en coordination avec le ministère des Transports et l'ambassade d'Algérie au Nigeria à prendre les mesures nécessaires pour le lancement de cette nouvelle ligne internationale. La compagnie envisage aussi d'ouvrir une nouvelle ligne à destination d'Amsterdam (Pays-Bas) "à partir de l'hiver prochain", a affirmé M. Benhamouda, soulignant que la compagnie compte également ouvrir d'autres lignes vers plusieurs pays africains, la Chine et l'Amérique du nord. Les études sont également en cours pour la ligne Alger-New York (Etat-Unis) à moyen terme, a-t-il ajouté. "Air Algérie aura, en outre, à gérer quatre vols vers l'aéroport de Stansted à Londres (Royaume-Uni) à partir de l'été prochain", a-t-il fait savoir.

Concernant la nouvelle ligne aérienne qui a été ouverte, mardi, pour l'exportation de marchandises entre l'Algérie et l'Arabie saoudite, M. Benhamouda a indiqué la possibilité d'ouvrir des lignes aériennes pour l'exportation vers d'autres destinations. Par ailleurs, suite au lancement de plusieurs offres promotionnelles avec des réductions atteignant 60%, le responsable a évoqué la possibilité de proposer d'autres offres pour faciliter la liaison entre les aéroports internationaux et algériens, dans l'objectif de permettre les déplacements de la communauté algérienne à l'étranger. Concernant les préparatifs en prévision de la saison du Hadj, M. Benhamouda a fait savoir que Air Algérie avait pris toutes les dispositions nécessaires en coordination avec l'Office national du Pèlerinage et de la

Omra (ONPO), précisant que la compagnie organisera 78 vols vers les aéroports de Djeddah et de Médine (Royaume d'Arabie saoudite). "Le premier vol est prévu le 8 ou le 9 mai prochain", selon le même responsable qui a ajouté que la compagnie assurera le transport de 50% des pèlerins algériens, au nombre de 41 300 hadjis, et que deux compagnies saoudiennes se chargeront du transport des 50% restants.

Concernant les préparatifs liés à l'opération de vente des billets au profit des hadjis, le PDG d'Air Algérie a affirmé que les dispositions en termes de ressources humaines et matérielles étaient en cours au niveau des aéroports, afin d'être au rendez-vous et d'offrir les conditions confortables aux pèlerins.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programme.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PROJET DU GAZODUC TSGP

L'étude de faisabilité finalisée dans six mois

L'étude de faisabilité du projet du gazoduc transsaharien (TSGP), destiné à relier le Nigeria à l'Algérie via le Niger pour transporter du gaz naturel vers l'Europe, sera mise à jour dans six mois, a annoncé hier un responsable du groupe Sonatrach.

Par Reda Hadi

En effet, cette étude confiée au même consultant qui a mené l'étude initiale, à savoir Penspen, dont le coût est estimé à plus d'un million de dollars, sera financée par les trois compagnies pétrolières des pays concernés (Sonatrach, Sonidep et NNPC). S'exprimant sur les ondes de la Radio algérienne, Rachid Zerdani, directeur conseiller du PDG de Sonatrach, a précisé que le consultant chargé de l'étude devra principalement actualiser les modèles d'estimation, tout en tenant compte de l'évolution du marché gazier et de ses perspectives, a souligné le responsable, indiquant que cette nouvelle étude portera sur deux volets principaux : commercial et technique. Dans le détail, le volet commercial concernera les volumes de gaz à exporter depuis le Nigeria ainsi que les perspectives de la demande européenne. Quant au volet technique, il inclura la révision du tracé, les spécifications du gaz exporté, la capacité du gazoduc et le nombre de stations de compression à installer. La mise à jour concernera également le coût d'investissement, selon M. Zerdani insistant sur le fait que l'étude devra intégrer toutes les optimisations possibles pour réduire ce coût. En outre, l'étude couvrira le planning du projet, en précisant la durée nécessaire pour chaque étape, l'impact environnemental (effets sur les zones désertiques, émissions de CO2, etc.), l'impact social, l'évolution des législations relatives aux hydrocarbures dans les trois pays concernés et sur le marché européen. Selon le responsable, cette étude permettra de définir les stratégies d'accélération de la réalisation du projet, afin d'entamer l'exploitation du TSGP dans les meilleurs délais.

Relever le défi de l'intégration

Il est à rappeler que l'Algérie, le Nigéria et le Niger ont signé des accords pour accélérer

la réalisation de ce projet. Cet ouvrage de grande envergure s'il ne pose pas de problèmes particuliers, soulève néanmoins la question de sa gestion pour le rentabiliser. En effet, pour Rachid Zerdani conseiller du PDG du Groupe Sonatrach, ce n'est que par la mobilisation des moyens de ces trois pays, que l'on arrivera à réduire les coûts d'investissements. Il a confirmé cette option et déclare que les trois pays doivent impérativement faire participer leurs compagnies pétrolières pour pouvoir concrétiser et réussir le projet du gazoduc transsaharien (TSGP), devant permettre l'acheminement du gaz naturel du Nigeria vers, particulièrement, l'Europe, en passant par le Niger et l'Algérie. Pour lui, les sociétés nationales de ces trois pays doivent mettre leurs propres moyens pour bénéficier des retombées positives de ce projet stratégique sur leurs économies. Et de souligner que si pour l'Algérie et le Nigeria, les infrastructures et moyens nécessaires sont disponibles, pour le Niger, il s'agit vraiment de mettre en place une nouvelle infrastructure, une infrastructure gazière qui va être très importante pour eux. Aussi, a-t-il affirmé qu'il est question de diminuer les coûts d'investissement avec l'utilisation des moyens existants. Il faut savoir que l'Algérie et le Nigeria sont des acteurs sur la scène internationale et sont des pays producteurs et exportateurs de gaz qui disposent de grandes infrastructures et d'une expertise en matière du gaz qui seront mises au bénéfice de ce projet névralgique. «Le Nigéria recèle la première réserve de gaz en Afrique et des canalisations qui permettraient de transporter du gaz du Sud vers le Nord. Tout cela est une économie pour le projet. Et du côté algérien, nous avons des infrastructures au niveau du Sud et du Nord du pays. Du coup, nous pouvons utiliser cette flexibilité pour mieux rentabiliser ce projet. Sauf que pour le Niger, il faut mettre en place, une nouvelle infrastructure gazière dans cadre d'une

coopération et qui sera évidemment très bénéfique pour ce pays. Du coup, l'Algérie et le Nigéria vont aider le Niger sur plusieurs plans, y compris la formation des personnels», souligne-t-il. Dans une question globale, il souligne que le gaz acheminé via le gazoduc transsaharien est destiné au marché international, à commencer par l'Europe, car l'Algérie dispose d'unités de liquéfaction et dispose d'une capacité de l'ordre de 56 millions de mètres cubes de GNL. Pour ce conseiller, c'est de l'intérêt des trois pays de diversifier les destinations et glaner des parts de marché à l'international que ce soit en Europe ou en Asie, mais aussi dans les zones où la demande en gaz est en pleine croissance, car, aujourd'hui, l'Europe étudie toutes les pistes pour diminuer la consommation du gaz en exploitant d'autres énergies. Du reste, et en termes de perspectives, l'intervenant estime qu'«on devra savoir quelles sont les possibilités pour le gazoduc transsaharien d'avoir sa place et placer des volumes supplémentaires, sachant que le marché gazier dans le monde est caractérisée par de fortes tensions, notamment avec la crise ukrainienne, l'avènement du gaz américain et la volonté et l'Europe de remplacer le gaz russe, outre la politique de l'Union européenne liée au climat (dont l'empreinte carbone-ndlr). Partant de ce constat, on assiste à une volatilité des prix du gaz sur le marché international. Enfin, M. Zerdani assure que «le marché gazier devra se développer dans les prochaines années», arguant que «le gaz s'impose davantage dans le mix énergétique dans le monde, et ce, pour stabiliser la production électrique et d'autres industries. Pour résumer la situation, Zerdani souligne que les défis, sont multiples, et que la question du climat et la question des coûts restent quand même des défis principaux. Les nouvelles technologies, c'est ce qui va permettre à la fois de rallier cette question ou ces défis, de relever le défi climatique à la fois et de réduire également les coûts.

TRANSPARENCE ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION Signature d'une convention de coopération entre l'APN et la HATPLC

Une convention de coopération a été signée, mercredi à Alger, entre l'Assemblée populaire nationale (APN) et la Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (HATPLC), en vue de renforcer la coopération institutionnelle en matière de transparence et de lutte contre la corruption. La convention a été signée par le Président de l'APN, Brahim Boughali, et la Présidente de la Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, Salima Mousserati. Dans son allocution, M. Boughali a souligné l'importance de cette convention dans le renforcement de la coordination entre les deux institutions, au service des objectifs nationaux visant à moraliser la vie publique et à ancrer les principes de transparence, rappelant le rôle de l'APN dans l'élaboration des textes juridiques soutenant ces efforts. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de "la concrétisation de la vision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune qui a fait de la lutte contre la corruption et de la transparence un axe essentiel de son programme électoral en 2019 et son premier noyau à travers la révision de la Constitution de 2020 qui a conduit à la création de la HATPLC". Pour sa part, Mme Mousserati a salué cette convention qui constitue "un pas historique" dans le parcours de la HATPLC qui, a-t-elle ajouté, contribuera à renforcer le partenariat institutionnel à travers l'échange d'expertises, l'organisation de programmes de formation, outre l'élaboration d'études conjointes pour le développement des dispositions nationales de prévention et de lutte contre la corruption. Cette convention, considère-t-elle, constitue "une opportunité pour impliquer l'Autorité dans les débats relatifs aux textes législatifs y affèrent, ce qui permettra de renforcer la complémentarité institutionnelle", la qualifiant de "modèle pour une coopération fructueuse à même de renforcer les principes de transparence et de bonne gouvernance, pour répondre aux aspirations des citoyens".

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Le Code maritime, les mines, les zones d'activité au menu

Synthèse Selma R.

Le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a présidé, hier, une réunion du gouvernement, consacrée à l'examen de plusieurs dossiers. Selon un communiqué des services du Premier ministre, le gouvernement a procédé à l'examen d'un projet de loi préliminaire visant à modifier et compléter l'ordonnance n° 76-80 du 23 octobre 1976, portant sur le code maritime. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des directives du Président de la République, qui visent à créer une autorité nationale portuaire, dans le but de développer et moderniser les ports natio-

naux, pour améliorer l'efficacité du service public dans les ports et les activités économiques du commerce extérieur.. Par ailleurs, dans le cadre de l'optimisation des ressources minières et du renforcement de leur contribution à la diversification de l'économie nationale, le gouvernement a écouté une présentation sur la situation du marbre en Algérie et les perspectives de son développement, en particulier à travers l'amélioration de la productivité, la modernisation des équipements et l'utilisation de technologies modernes. Le gouvernement a également pris connaissance d'une présentation sur les mécanismes d'exploitation des zones

d'activités de petite taille au niveau des communes, destinées aux jeunes porteurs de projets, aux petites et moyennes entreprises, ainsi qu'aux start-ups, conformément aux directives données par le Président de la République lors de la réunion entre le gouvernement et les walis, qui s'est tenue les 24 et 25 décembre 2024. Dans le cadre du suivi des efforts d'amélioration de la situation environnementale et de l'élimination de la pollution industrielle, le gouvernement a écouté une présentation concernant la gestion des décharges industrielles à Oued El-Harrach et Oued Rghaya. Il a également pris connaissance des progrès réalisés dans plusieurs projets visant à

développer le réseau routier à Alger, afin de faire face à l'expansion urbaine et de faciliter la circulation. Enfin, le gouvernement a pris connaissance d'une présentation sur le programme exploratoire lancé par le Président de la République en faveur des start-ups algériennes, "Algerian Startup Expedition", destiné à accompagner les start-ups et leur offrir l'opportunité de découvrir les écosystèmes d'innovation les plus avancés au monde, tout en les aidant à se conformer aux normes internationales dans les domaines de l'innovation, de la recherche et de l'accès au financement.

MINISTÈRE DE LA POSTE ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Lancement d’un portail électronique pour la prise en charge des requêtes des citoyens

Le ministère de la Poste et des Télécommunications a annoncé mardi dans un communiqué le lancement d'un portail pour la prise en charge des requêtes des citoyens et ce, en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune visant une prise en charge optimale des préoccupations des citoyens". "Dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du président de la République visant une prise en charge optimale des préoccupations des citoyens, le ministère de la Poste et des Télécommunications annonce le lancement du Portail de gestion des requêtes accessibles via le lien: <https://insat.mpt.gov.dz>", précise la même source. Ce portail a pour objectif de "faciliter le dépôt des doléances et suggestions des citoyens outre les demandes d'audience relatives au services de la poste et des télécommunications en vue de leur traitement dans les meilleurs délais", ajoute la même source. Et de souligner que la numérisation du processus de gestion des requêtes des citoyens se veut également "un moyen efficace à même d'optimiser constamment la qualité des services fournis à travers l'analyse et l'exploitation des indicateurs générés par ce portail après le traitement des préoccupations soumises".

HADJ 2025

Lancement de l’opération d’ouverture des comptes électroniques

L'Office national du Pèlerinage et de la Omra (ONPO), a annoncé mercredi, dans un communiqué, le lancement de l'opération d'ouverture des comptes électroniques via le portail algérien du Hadj et l'application Rakb Alhajji. L'ONPO appelle tous les citoyens concernés par l'accomplissement du Hadj saison 1446h/2025, à créer leurs comptes à travers le portail algérien du hadj, à partir de ce mercredi après-midi, via le lien: <https://bawabetelhadj.dz>.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Le Groupe allemand «Boehringer Ingelheim» examine les voies et moyens de diversifier les investissements en Algérie

Le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), M. Omar Rekkache, a reçu, mardi à Alger, une délégation du Groupe allemand "Boehringer Ingelheim", spécialisé dans l'industrie pharmaceutique, conduite par le vice-président, Marc Hasson, avec laquelle il a examiné les voies et moyens de diversifier les investissements du Groupe et de renforcer sa présence en Algérie,

indique un communiqué de l'AAPI. La rencontre, qui s'est déroulée en présence de cadres de l'Agence, a permis d'évoquer "les voies et moyens de diversification des investissements du Groupe allemand et du renforcement de sa présence en Algérie, qui remonte à plus de dix ans, dans le cadre de partenariats avec des entreprises activant dans le domaine de l'industrie pharmaceutique", précise la même source.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rand Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	400,00	420,00	+5,00	0,34	-1,22	8,10	7,14	724	304 080,00
BIOPHARM	BIO	2 390,00	NC	0,00	0,60	3,38	7,17	7,53	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 249,00	NC	0,00	-0,90	-1,31	11,83	5,56	0	0,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-2,26	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	404,00	-0,25	-0,23	-10,12	2,03	-	2000	808 000,00

INTERCONNEXION ÉLECTRIQUE ENTRE L'ALGÉRIE ET L'ITALIE

Sonelgaz et la société italienne «Zhero» discutent du projet

Le président directeur général (PDG) de Sonelgaz, Mourad Adjal, s'est entretenu, mardi à Alger, avec la PDG de la société italienne "Zhero", Alessandra Pasini, sur les voies et moyens de tirer profit de l'expertise italienne pour accélérer la cadence de la réalisation du "projet stratégique d'interconnexion électrique entre les réseaux Algérien et Italien via un câble sous-marin, pour exporter l'électricité propre vers l'Europe à travers l'Italie", indique un communiqué du Groupe. Lors de cette rencontre, qui s'est déroulée en présence de la représentante de l'ambassade d'Italie à Alger et de cadres de Sonelgaz et de la société Zhero, M. Adjal a

mis en lumière "les grands projets que Sonelgaz s'attèle à réaliser, dans le cadre de la mise en œuvre du projet de 15.000 mégawatts d'énergie renouvelable", soulignant "les grandes capacités du Groupe en matière de production d'énergie traditionnelle, lui permettant de disposer d'un mix énergétique garantissant la continuité de l'approvisionnement de l'Europe en énergie". Le même responsable a précisé que ces facteurs "font de l'Algérie, par le biais de Sonelgaz, un partenaire stratégique pour tout opérateur énergétique, notamment la société "Zhero", relevant le "potentiel énergétique important de l'Algérie considérée comme un pôle énergétique durable et

fiable". De son côté, Mme Pasini a fait part de "la volonté de sa société de participer à la mise en œuvre de ce projet pivot pour l'Europe, au regard de l'importance de l'Algérie en tant que fournisseur énergétique important et fiable". La société italienne "Zhero" est considérée parmi les sociétés pionnières en matière de prestation de solutions et de développement de projets énergétiques, dont ceux liés aux énergies nouvelles et renouvelables et à leur stockage, ainsi qu'en matière de raccordement énergétique, de limitation des émissions, de réduction de la facture de production et de soutien du contenu local en utilisant les technologies modernes.

ALGÉRIE-OMAN

Les expériences réussies en Algérie ouvrent davantage d’opportunités de coopération bilatérale

sandam au profit de professionnels des médias de plusieurs pays d'Afrique, d'Europe et d'Asie. "Nous avons constaté, ces dernières années, que l'économie algérienne est en pleine croissance et cela nous conforte dans l'idée que l'investisseur algérien est en mesure de contribuer à la relance de l'économie touristique, et de l'investissement à Oman, en général", a-t-il encore indiqué, soulignant que la volonté de renforcer les relations et de rapprocher les deux pays frères, au cours des derniers mois, s'est traduite par "l'intensification des échanges d'expériences entre membres des gouvernements algérien et omanais en matière d'investissements,

une intensification qui donnera prochainement lieu à des échanges plus larges dans différents domaines". Pour sa part, Saeed Al Ameri, responsable des délégations de médias et de missions étrangères venues de différents pays, a indiqué que le ministère de l'Information du Sultanat d'Oman a prévu, pour cette semaine, un programme riche et varié, destiné à mettre en valeur les atouts touristiques, culturels et historiques du pays, dans les gouvernorats de Musandam, d'Adh-Dhahira et d'Al Buraimi, et à faire découvrir les projets de développement vitaux à travers lesquels le Sultanat entend mettre en valeur l'héritage culturel du pays.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

مرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية وأسمة الإستهلاك ليوم 18 فيفري 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 18 Février 2025

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²		المنتجات
		DA / Kg		دج / كـكـلـغـ		
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	78	91	64	البطاطا	خضـر طـازجـة
	Tomate	91	105	76	الطماطم	
	Oignon sec	50	57	44	البصل الجاف	
	Ail sec	588	661	516	الثوم الجاف	
	Carotte	68	77	59	الجزر	
	Navet	79	89	69	لفت	
	Choux fleur	67	76	57	قرنبيط	
	Choux	83	92	74	السكرنب	
	Courgette	138	151	124	الكوسة	
	Haricot vert	394	418	370	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	91	103	79	الخس		
Fruits frais	Mandarine	120	150	90	للندرين	فواكه طازجة
	Orange	100	130	70	البرتقال	
	Citron	110	135	85	الليمون	
	Pomme locale	426	532	321	التفاح المحلي	
	Datte	535	664	405	التمر	
	Banane	473	491	455	للوز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1746	1871	1621	لحم البقر المحلي	للمنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	370	382	359	الدجاج	
	Œufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	94	100	89	حليب البقر (لتر)	

ALGÉRIE – ÉTATS-UNIS

Vers une intensification de la coopération économique

Les relations économiques entre l’Algérie et les États-Unis, solides depuis des décennies, se sont historiquement concentrées sur le secteur énergétique. Toutefois, un tournant majeur se dessine avec la diversification des investissements américains, notamment dans des secteurs émergents tels que l’agriculture et les énergies renouvelables. Cette évolution témoigne de l’intérêt croissant des États-Unis pour renforcer leur présence en Algérie et d’une volonté partagée d’élargir leurs collaborations économiques, tout en consolidant une relation historique fondée sur la confiance et des intérêts mutuels, a souligné Sabri Boukadoum, chef de mission de l’ambassade d’Algérie à Washington.

Par Mourad A.

Les États-Unis occupent une place centrale dans le secteur énergétique algérien depuis plusieurs décennies. Dans une interview accordée au magazine britannique « Business Focus », Sabri Boukadoum a rappelé que « les États-Unis demeurent un partenaire clé du secteur énergétique algérien depuis plus de 60 ans ». Le pétrole algérien, reconnu pour sa faible teneur en soufre et sa qualité supérieure, continue de séduire les marchés américains et internationaux. Malgré l’augmentation de la production énergétique domestique aux États-Unis, le brut algérien conserve une prime de 2 à 3 dollars par baril, ce qui témoigne de sa compétitivité. « Les échanges commerciaux entre les deux pays ont atteint des sommets, oscillant entre 18 et 20 milliards de dollars par an », a ajouté l’ancien ministre. Bien que cette relation ait évolué, elle reste un pilier du commerce bilatéral, consolidant l’Algérie comme un acteur incontournable sur le marché énergétique mondial. Cependant, cette évolution ne se limite pas au secteur énergétique. Une transformation significative se produit dans les

investissements américains, notamment dans l’agriculture. Ce secteur, en pleine expansion, illustre cette diversification. Par exemple, une entreprise privée algérienne a récemment importé 25 000 vaches américaines, un projet qui souligne la collaboration renforcée entre les deux pays dans le domaine agricole. « Ce projet ambitieux témoigne des opportunités croissantes dans le secteur agricole, qui bénéficie d’un potentiel immense grâce aux vastes terres cultivables de l’Algérie et à son climat favorable », a indiqué Sabri Boukadoum. En outre, les énergies renouvelables, avec un accent particulier sur l’énergie solaire, deviennent un secteur clé pour les investissements. « L’Algérie, avec ses 330 jours d’ensoleillement par an, dispose d’un atout naturel considérable pour le développement de l’énergie solaire », a précisé le diplomate. Par ailleurs, des initiatives sont en cours pour investir dans l’hydrogène et l’extraction de minerais rares, des domaines stratégiques pour relever les défis énergétiques mondiaux de demain. Le diplomate algérien a également souligné l’engagement des deux pays à renforcer leur coopération, illustré par un calendrier dense de rencontres et d’initia-

tives conjointes. Cette volonté de collaboration témoigne de leur détermination à atteindre des objectifs stratégiques ambitieux. « Nous restons optimistes quant à l’avenir », a affirmé le diplomate, tout en mettant en lumière le potentiel de l’Algérie dans des secteurs variés, tels que l’économie, les ressources naturelles et le tourisme. Au-delà des enjeux économiques, l’Algérie joue également un rôle actif sur la scène internationale, en particulier en tant que membre non-permanent du Conseil de sécurité de l’ONU pour la période 2024-2025. À ce titre, Alger œuvre pour la paix et la stabilité mondiales, en s’engageant pour résoudre les conflits au Moyen-Orient, lutter contre le terrorisme au Sahel et mobiliser la communauté internationale en faveur de solutions durables. Alors que l’Algérie continue de s’affirmer comme une destination stratégique pour les investisseurs étrangers, les initiatives américaines témoignent d’un partenariat en pleine transformation. La diversification des investissements, couplée à une vision stratégique à long terme, ouvre de nouvelles perspectives pour renforcer le rôle de l’Algérie sur l’échiquier économique mondial.

SONATRACH- CHEVRON

Les moyens de développer les relations de coopération examinés

Le groupe Sonatrach a examiné avec une délégation de la compagnie américaine "Chevron" les moyens de développer les relations de coopération, notamment en matière de développement des ressources pétrolières et gazières, indique un communiqué du groupe public. Les discussions ont eu lieu, mardi au siège de la Direction générale de Sonatrach, lors de l’audience accordée par le PDG du Groupe, Rachid Hachichi, à la délégation de la compagnie américaine "Chevron", conduite par le vice-président chargé du business développement, Joe Cook, en présence de cadres du groupe public. "La rencontre a porté sur la concrétisation de la coopération entre les deux compagnies, notamment en amont, conformément au mémorandum d’entente signé le 13 juin 2024, pour le développement des ressources pétrolières et gazières dans les zones d’intérêts commun au niveau des bassins d’Ahnet et Berkine, et l’évaluation du niveau des discussions entre les deux parties", ajoute le communiqué. A cette occasion, M. Cook a salué le travail laborieux mené par les équipes des deux compagnies pour parvenir à la conclusion d’un accord d’exploitation des hydrocarbures mutuellement bénéfique. De son côté, M. Hachichi a réaffirmé "le ferme soutien de Sonatrach pour établir ce partenariat, en œuvrant à surmonter les obstacles pour réaliser les objectifs communs auxquels aspirent les deux parties". Chevron, qui est l’une des compagnies pétrolières les plus importantes dans le monde, compte investir en Algérie au regard de ses ressources pétrolières et gazières.

19E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU PARLEMENT DE LA MÉDITERRANÉE EN ITALIE

Le Pdg de Sonelgaz dès aujourd’hui à Rome

Par S R.

Le président-directeur général de Sonelgaz, M. Mourad Adjal, participera aux travaux de la 19e Assemblée générale du Parlement de la Méditerranée, qui se tiendra à Rome, capitale de l’Italie, les 20 et 21 février 2025, sur invitation du Parlement de la Méditerranée et sous l’hôte du Sénat et de la Chambre des députés italiens,

indique le ministère de l’Énergie et des Mines dans un communiqué. Le ministère a précisé que «cette session constitue une occasion importante pour échanger des visions et renforcer la coopération entre les différents pays membres dans les domaines de l’énergie, du développement durable et de la coopération euro-méditerranéenne ». Il a souligné également que « cet événement devrait attirer des responsables

gouvernementaux de haut niveau, plus de 300 délégués provenant des parlements nationaux, des organisations internationales, du milieu académique, du secteur productif, des missions diplomatiques, ainsi que des experts dans les domaines de l’énergie, de l’environnement, du développement durable, pour aborder des questions essentielles concernant la sécurité énergétique, l’innovation dans le

secteur de l’énergie, le développement de politiques durables pour faire face aux défis climatiques et économiques, et renforcer le dialogue et la coopération dans les régions euro-méditerranéennes et du Golfe ». La même source a ajouté que « la participation du président-directeur général de Sonelgaz à cet événement international confirme le rôle de leader que joue l’Algérie dans le développe-

ment de l’infrastructure énergétique et le renforcement des partenariats internationaux dans le domaine des énergies renouvelables et de la transition énergétique ». Cette participation reflète également l’engagement de Sonelgaz à promouvoir la coopération régionale dans le secteur de l’électricité et des énergies renouvelables, dans le but de favoriser l’intégration énergétique dans la région.

ALGÉRIE- KOWEÏT

Les opportunités de coopération dans les EnR examinées

Par R E.

Le secrétaire d’Etat auprès du ministre de l’Energie, chargé des Energies renouvelables, Nourredine Yassaâ a eu, mardi à Koweït, des entretiens avec le ministre de l’Electricité, de l’Eau et de l’Energie renouvelable de l’Etat du Koweït, Mahmoud Busheri, autour des perspectives de coopération entre les deux pays dans les domaines des énergies nouvelles et renouvelables, indique un communi-

qué du ministère de l’Energie, des Mines et des Energies renouvelables. Ces entretiens se sont déroulés en présence de l’ambassadeur d’Algérie au Koweït, et ce dans le cadre de la participation de M. Yassaâ aux travaux de la 24e réunion du Centre régional pour les énergies renouvelables et l’efficacité énergétique (RCREEE), qui se tient à Koweït, les 18 et 19 février. La rencontre a porté sur l’état et les perspectives de coopération bilatérale entre l’Algérie et le Koweït dans le

secteur de l’énergie, en focalisant sur les énergies nouvelles et renouvelables et l’efficacité énergétique, ajoute la même source. A cette occasion, les deux parties "se sont félicitées du niveau actuel des relations bilatérales, réitérant leur engagement à renforcer la coopération commune, notamment à travers l’échange d’expertises et d’expériences et le développement des programmes de formation dans ce domaine". Lors des entretiens, M. Yassaâ a passé en revue "les progrès réali-

sés par l’Algérie dans le domaine des énergies renouvelables, mettant en avant le programme national ambitieux de développement des énergies solaire, éolienne et de l’hydrogène vert". Dans ce cadre, M. Yassaâ a affirmé que "l’Algérie aspire à devenir un hub pour l’énergie propre, à la faveur de ses projets pionniers visant à réaliser une transition énergétique durable et à renforcer la coopération internationale en la matière", a conclu le communiqué.

MOSTAGANEM

Distribution de 50 logements publics locatifs dans la commune d’Aïn-Nouissy

Les clés de 50 logements promotionnels aidés (LPA) ont été distribuées à leurs bénéficiaires, dans la commune de Aïn-Nouissy (Est de la wilaya de Mostaganem) à l'occasion de la Journée nationale du chahid. La cérémonie de distribution a eu lieu sur le site d'implantation de ces logements, en présence des autorités locales civiles et militaires, de la famille révolutionnaire, ainsi que des familles bénéficiaires, qui ont exprimé leur grande joie, d'autant plus que cette opération coïncide avec l'approche du mois de Ramadhan. Cette opération est la troisième du genre dans la wilaya, depuis le début de l'année, après le relogement de 30 familles dans des logements publics locatifs, au début du mois, dans la commune de Khadra, et de 40 autres familles dans la commune de Hadjadj, en janvier dernier, a-t-on indiqué. Ces nouveaux logements s'ajoutent à ceux distribués en décembre dernier, à savoir 50 logements publics locatifs, dans la commune de Bouguirat et 164 unités relevant de la même formule, dans la commune de Aïn Tedles, outre 280 autres logements publics locatifs, distribués en deux phases durant le mois de novembre (2024) dans cette collectivité locale, dans le cadre d'un programme de 450 logements relevant de cette même formule. Les services de la wilaya de Mostaganem ont également distribué, au cours du même mois, les clés de 515 logements dans différentes formules, ainsi que 1.431 décisions d'attribution d'aides financières pour des logements ruraux, lors des célébrations du 70e anniversaire du déclenchement de la Révolution de Novembre. Cette tranche comprenait 215 logements en formule location-vente (AADL), 160 unités en formule de logement promotionnel aidé et 138 logements publics locatifs, souligne-t-on.

AIN DEFLA

Ouverture de nouveaux espaces de vente en prévision du mois de Ramadhan

Des marchés de proximité de fruits et légumes et des points de vente de viandes rouge et blanche seront ouverts dans la wilaya d’Ain Defla en vue d’assurer la disponibilité des produits de large consommation durant le mois de Ramadhan, a-t-on appris, auprès de la direction locale du Commerce.

Le chef de service de la régulation des marchés à la direction du Commerce, Abed Bouchakour, a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que plusieurs espaces commerciaux seront ouverts au niveau de plusieurs communes de la wilaya « en vue d'assurer la disponibilité des produits de large consommation durant le mois de Ramadhan ». M. Bouchakour a souligné qu'une dizaine de marchés de proximité de fruits et légumes sont prévus à travers la wilaya, ajoutant qu'il y a une possibilité d'organiser des caravanes commerciales pour permettre aux citoyens des communes isolées de s'approvisionner durant le mois sacré. A noter que des marchés de fruits et légumes sont ouverts depuis le début de la semaine en cours à Djendel, El Abadia et au chef-lieu de wilaya. Le reste des espaces seront ou-

verts avant le début du mois de Ramadhan. La direction du Commerce, en coordination avec la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), a prévu également la mise en place de nouveaux points de vente de légumes secs et d'autres produits à l'instar de la semoule et de la farine, a-t-il ajouté. Le groupe agro-logistique « Agrolog » compte aussi ouvrir 2 points de vente de viandes rouge et blanche dans la wilaya, a-t-il fait savoir, précisant qu'à partir de ces points de vente le groupe va assurer l'approvisionnement de l'ensemble des communes. Le responsable a estimé que l'espace ouvert par le groupe « Agrolog » contribuera à réguler le marché local et à lutter contre la spéculation. Pour approvisionner le marché en produits de large consommation et principalement les produits subventionnés, à

l'instar de l'huile, du sucre, de la semoule, du café, du lait en sachet et des viandes importées, les services de la direction du Commerce ont pris toutes les mesures « nécessaires » depuis plusieurs mois, a encore fait savoir M. Bouchakour. Il a également relevé que les préparatifs ont été menés en coordination avec la Chambre d'industrie et du Commerce « Zeccar », le marché de gros des fruits et légumes de Bourached et les partenaires de la direction du Commerce, notamment l'association du consommateur et l'Union générale algérien des commerçants algérien (UGCA). Par ailleurs, un dispositif de contrôle a été mis en place durant tout le mois de Ramadhan pour veiller aux bonnes pratiques commerciales et à la protection du consommateur en déployant plusieurs brigades dans l'ensemble des communes, a-t-on noté.

ORAN

Vers la distribution de plus de 6.300 logements de différentes formules

Plus de 6.300 logements relevant des différentes formules devront être distribués dans la wilaya d’Oran, à l'occasion de la commémoration du 63e anniversaire de l'indépendance et de la Fête de la jeunesse, a annoncé, le wali d'Oran, Samir Chibani. M. Chibani a précisé que « 6.310 unités de logement de différentes formules seront distribuées, la majeure partie étant dédiée aux logements publics locatifs (LPL) de type 3 pièces dans diverses communes de la wilaya, y compris pour les bénéficiaires des dossiers à points, au

profit des habitants de la commune d'Oran, dans le cadre de la commémoration du 63e anniversaire de l'indépendance et de la Fête de la Jeunesse ». A la faveur de cette opération, la daïra d'Oran bénéficiera de 1.500 logements publics locatifs, destinés aux postulants des dossiers à points, 1.000 unités similaires à Oued Tlalat, 400 unités pour la commune de Oued Tlalat, ainsi que 100 unités pour les communes de Tafraoui, Boufatis, El-Braya et d'autres communes, en plus d'un autre quota relevant des formules loge-

ment promotionnel aidé (LPA) et location-vente (AADL). Le wali a ajouté que les services des daïras concernées entameront l'examen des dossiers, soulignant que les logements « seront distribués à leurs bénéficiaires le 5 juillet prochain ». Le premier responsable de l'exécutif local a, d'autre part, fait savoir que « l'ensemble des logements publics locatifs gérés par l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) sont achevés et sont actuellement dans la phase de finition extérieure, comprenant la réalisation de trottoirs, de routes, de l'éclairage

public et des aires de jeux pour enfants ». A titre de rappel, depuis janvier de cette année, 362 familles occupant des logements précaires implantés dans les quartiers d'El-Makkrani, Mahieddine, El-Hamri, Sidi El Houari, El-Khaldia et El-Mokrani ont été relogées dans des logements décentes dans les pôles urbains des communes de Oued Tlalat et Belgaid, ainsi que dans le site des 1.201 logements publics locatifs à la cité Pépinière dans la commune de Bir El Djir.

TIMIMOUN

Vers le développement de la pisciculture en bassins d’irrigation agricole

Les activités de développement de l'aquaponie, pisciculture intégrée à l'agriculture, seront lancées dans les exploitations agricoles de la wilaya de Timimoun, a-t-on appris mardi des services de la Pêche. Des démarches sont entreprises par la nouvelle direction de la Pêche, en cours de création dans cette jeune wi-

laya, pour accompagner les investisseurs et agriculteurs désirant investir dans ce segment d'importance économique et nutritionnelle. Les expériences d'élevage aquacole menées dans les bassins d'irrigation agricole ont été fructueuses et ont contribué à la réalisation d'une production locale de poissons, a ajouté

la source, soulignant la possibilité d'exploitation des eaux d'élevage aquacole comme engrais organique dans l'agriculture, et la source de revenu supplémentaire pour l'agriculteur induite par la commercialisation de poissons, dont le Tilapia. Approché par l'APS, le directeur de la Pêche de la wilaya d'Adrar, Mohamed

Ali Haddou, a indiqué que les conditions climatiques favorables et l'existence d'un large foncier agricole ont favorisé le développement de l'activité agricole dans la région, y compris l'aquaculture. Il a relevé aussi le potentiel de production d'aliments de poisson dans la région, avec une disponibilité, outre les étendues agri-

coles, de plans d'eau exploitables pour l'activité aquacole et permettant d'utiliser l'artémie, une espèce de petits crustacés dont se nourrissent les alevins. La direction de la Pêche d'Adrar couvre territorialement les wilayas d'Adrar, Timimoun, In-Salah, In-Guezzam et Bordj Badji-Mokhtar, a fait savoir M. Haddou.

TIARET

Lancement des travaux de réalisation d’une piscine de proximité dans la commune de Aïn Dheb

Les travaux de réalisation d'une piscine de proximité ont été lancés, mardi dans la commune d'Aïn Dheb (Tiaret) par le wali de la wilaya, Saïd Khalil. Selon les explications fournies par le directeur des équipements publics, Hocine Sakou, lors de la présentation du projet au wali, cette installation sportive couvrira une superficie de 2.400 mètres carrés, comprenant une

piscine (312 m²), une clinique, des vestiaires, un espace vert et des équipements complémentaires. Il a précisé que ce projet, dont la réalisation est prévue sur une période de 10 mois, a nécessité un budget de 200 millions de DA, dans le cadre du programme sectoriel de la Direction de la jeunesse et des sports. Il a également souligné que la piscine de proximité d'Aïn Dheb fait partie

de trois projets récemment attribués à la wilaya, et que la construction d'autres piscines débutera prochainement dans les communes de Mahdia et Aïn Kermès. A cette occasion, le wali de Tiaret a donné des instructions pour que le projet soit livré avant la fin de l'été prochain, conformément aux normes techniques requises, afin qu'il soit mis à la disposition de la jeunesse de

la région. Il a insisté sur les efforts à fournir pour offrir des espaces sportifs et de loisirs dans toutes les communes de la wilaya, en raison de leur importance pour promouvoir la pratique du sport, lutter contre les fléaux sociaux et découvrir des talents dans diverses disciplines sportives.

OTAN

Dépenser 5% du PIB pour l'armée serait une véritable absurdité

Le système ne peut s'accommoder d'une telle augmentation et, de plus, il n'y a aucune nécessité de défendre le pays – à moins que Washington ne veuille une Troisième Guerre mondiale. Alors qu'un tout nouveau Congrès et une nouvelle administration s'installent, les bases sont jetées pour une augmentation historique des dépenses militaires, ce qui pourrait avoir des conséquences catastrophiques sur le budget fédéral.

Par Marcus Stanley (*)

Le sénateur Roger Wicker (Républicain-Mississippi), nouveau président de la Commission des forces armées du Sénat, réclame une augmentation de 120 milliards de dollars sur les deux prochaines années, tandis que d'autres Républicains influents demandent une augmentation pouvant aller jusqu'à 200 milliards de dollars. Cette augmentation fait suite à une hausse de quelque 160 milliards de dollars au cours des quatre années de l'administration Biden.

Toutefois, les chiffres annuels en dollars figurant dans les aspects techniques du processus rectificatif du budget sont peut-être moins significatifs que le changement radical et conceptuel de l'approche à long terme en matière de budget militaire actuellement en cours d'élaboration. Le sénateur Wicker préconise de fixer un nouveau plancher pour les dépenses militaires à hauteur de 5 % de l'économie nationale – une proposition apparemment avalisée par le président Donald Trump à Davos hier, lorsqu'il a appelé « toutes les nations de l'OTAN » (y compris vraisemblablement les États-Unis) à dépenser au moins 5 % de leur PIB pour la défense.

Les incidences d'une dépense annuelle d'au moins 5 % de l'ensemble de l'économie nationale pour l'armée sont considérables. La première concerne les sommes d'argent en jeu. En 2024, un seuil de 5 % aurait conduit à des dépenses militaires d'environ 1450 milliards de dollars, contre 886 milliards de dollars actuellement, soit une différence de plus de 550 milliards de dollars soit environ 60 %.

Ce niveau de dépenses ne sera pas atteint du jour au lendemain. L'ampleur de l'augmentation que suppose un seuil de 5 % est telle qu'elle ne peut être réalisée en un an, ni même en deux ou trois ans. Le montant des fonds supplémentaires est si important que c'est tout l'ensemble du complexe militaro-industriel américain qui devrait être redimensionné pour y faire face. Mais, à long terme, les implications d'une telle augmentation sont extrêmement préoccupantes pour le budget.

Dans un travail récent pour le Quincy Institute, Steve Kosiak, ancien haut responsable du budget de la défense à la Maison Blanche, estime que d'ici 2034, un seuil de 5 % du PIB consacré aux dé-



penses militaires entraînerait une augmentation de près de 90 % des dépenses réelles (ajustées selon l'inflation) par rapport à la trajectoire actuelle des dépenses du Pentagone.

Une augmentation prolongée de cette ampleur des dépenses militaires aurait un impact considérable sur la capacité du gouvernement à poursuivre d'autres priorités nationales. Cela est d'autant plus vrai que l'administration Trump semble également déterminée à procéder à une importante réduction d'impôts (bien plus importante que les nouvelles recettes générées par d'éventuels droits de douane).

Comme le démontrent les travaux de Kosiak, un accroissement massif des dépenses du Pentagone combiné à des allègements fiscaux nécessiterait soit des coupes sombres dans les programmes de protections fondamentales tels que la sécurité sociale ou les soins de santé, soit une explosion à long terme de la dette fédérale, qui atteindrait des niveaux deux à trois fois supérieurs aux niveaux les plus élevés jamais enregistrés. Bien que la tendance actuelle soit d'affirmer que « les déficits n'ont pas d'importance », l'augmentation de la dette fédérale à des niveaux sans précédent comporte des risques sérieux pour la croissance économique.

Outre les conséquences sur les dépenses et les déficits, l'engagement de consacrer au moins 5 % de la production économique nationale au secteur militaire modifierait la nature même de la budgétisation dans ce domaine. Au lieu de fixer le budget en évaluant les besoins concrets et réels en matière de défense nationale – un processus qui conduit déjà à un degré important de gaspillage

et d'abus – un seuil de dépenses exigerait que les dépenses augmentent mécaniquement à mesure que la croissance de l'économie se poursuit, sans tenir compte des besoins militaires avérés. Cela reviendrait à instaurer une « taxe militaire » sur l'économie américaine, en exigeant que pour chaque dollar de production supplémentaire, cinq cents soient versés au Pentagone.

Cette politique aurait également des effets considérables au niveau mondial, car elle risquerait surtout d'ancrer une dynamique de course aux armements au cœur de l'économie mondiale. Les États-Unis et leurs proches alliés augmentant chaque année leurs dépenses militaires au fur et à mesure de la croissance de leurs économies, les adversaires des États-Unis seraient eux aussi incités à dépenser davantage pour suivre le mouvement. Les dépenses militaires mondiales, qui atteignent déjà les niveaux les plus élevés jamais enregistrés, grimperaient probablement en flèche. Cela permettrait aux États-Unis de justifier la poursuite de l'augmentation de leurs dépenses militaires.

Alors que des nations rivales nettement plus pauvres que nous, comme la Russie, l'Iran ou la Corée du Nord, subiraient certainement un stress économique en essayant de nous suivre, une puissance industrielle plus riche comme la Chine pourrait très bien augmenter ses dépenses militaires en réponse à un renforcement de l'armée américaine. Selon les estimations, les dépenses militaires chinoises varient, mais se situent généralement autour de 2 % du PIB, ce qui laisse une marge de croissance importante.

Il est certain qu'à différentes époques,

alors que l'économie était beaucoup plus modeste, les États-Unis ont consacré plus de 5 % de leur PIB à l'armée. Mais aujourd'hui, en valeur absolue, cela représenterait un niveau de dépenses militaires beaucoup plus élevé. Plus important encore, ces dépenses sont superflues pour défendre la population américaine ou garantir les intérêts nationaux vitaux.

Dans son plan de dépenses de défense, le sénateur Wicker soutient que les États-Unis sont confrontés à « un climat de menace plus dangereux que jamais depuis la Seconde Guerre mondiale » en raison de l'existence d'un « axe d'agresseurs » comprenant la Chine, la Russie, l'Iran et la Corée du Nord. Il affirme que l'Amérique doit prévoir un budget qui lui permette de mener simultanément au moins deux guerres réelles et de longue durée, l'une pour vaincre la Chine et l'autre pour vaincre un second agresseur dans une autre partie du monde, tout en continuant de garder des forces militaires supplémentaires en réserve afin d'intimider d'autres agresseurs potentiels.

Il insiste par ailleurs sur le fait que dans le cas d'un tel conflit, l'Amérique ne pourrait sans doute pas compter sur une assistance militaire efficace de la part de son réseau d'alliances. Plutôt que de supposer que ce scénario terrifiant et extrême d'une Amérique isolée menant une guerre mondiale sur deux fronts contre de multiples puissances nucléaires exige une anticipation, nous devrions nous demander s'il est possible de l'éviter par des moyens moins risqués et moins coûteux que le quasi-doublement de notre budget militaire au cours de la prochaine décennie. La décision de se préparer à un scénario de « Troisième Guerre mondiale nucléaire » exigerait des sacrifices économiques majeurs pour l'ensemble de la population américaine. Malheureusement, il semble qu'ils soient nombreux à Washington à vouloir nous emmener dans cette direction.

(*) Directeur d'études au Quincy Institute for Responsible Statecraft. Avant de rejoindre l'Institut Quincy, il a passé une dizaine d'années chez Americans for Financial Reform. Il est titulaire d'un doctorat en politique publique de Harvard, avec une spécialisation en économie.

Source : Responsible Statecraft, Marcus Stanley

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

SELON LE
MINISTRE DES
TRANSPORTS
« Le ciel libyen est
désormais adapté
au transit aérien »

Désireuse de redonner des couleurs à son aviation civile, la Libye s'efforce de prouver que son ciel est à nouveau sécurisé. Selon les autorités du pays, l'espace aérien est aujourd'hui exploité par de nombreux avions. Plus de 1500 vols sont désormais opérés par mois via le ciel libyen, selon le ministre des Transports Mohamed Al-Shahoubi qui a déclaré que c'est « désormais un pays de transit pour l'aviation ». Cette affirmation survient après un audit de l'Organisation de l'aviation civile arabe et de l'Organisation de l'aviation civile internationale mené sur les aéroports de Misrata et Maïtika, et dont les résultats ont été déclarés « positifs » par les autorités du pays. Ces annonces illustrent la volonté du pays de ramener du trafic dans ses aéroports et de relancer le transport aérien qui a connu un coup d'arrêt à cause du conflit armé débuté en 2011. Multipliant ces dernières années les démarches auprès de l'Union européenne pour quitter la liste noire bloquant ses vols depuis et vers les aéroports de cette organisation communautaire, la Libye est parvenue à obtenir la levée des restrictions chez plusieurs pays comme la Turquie, Malte, la Grèce et l'Italie. Cette semaine elle a signé avec les Émirats arabes unis un protocole d'accord pour lever des restrictions sur les vols de passagers et de fret. Il faut toutefois indiquer que malgré l'accalmie dans le pays, l'instabilité perdure, alimentée entre autres par une impasse politique et des affrontements réguliers entre groupes armés. L'absence d'un gouvernement unifié et le retard dans l'organisation des élections affectent la stabilité du pays.

MAURITANIE

Energy rejoint la course à l'hydrogène vert avec le projet Megaton Moon

La Mauritanie continue d'attirer des investisseurs dans le domaine de l'hydrogène vert. L'essor de cette source énergétique pourrait transformer son économie et renforcer sa position sur le marché mondial des énergies propres.

GreenGoEnergy a signé avec la Mauritanie un accord historique, son premier en Afrique, pour le développement du projet d'hydrogène vert Megaton Moon qui répond à l'ambition du pays de devenir un hub majeur dans cette filière. L'entreprise danoise a obtenu 100 000 hectares près de Nouakchott pour mener à bien le projet. L'accord signé par le ministre de l'Énergie et du Pétrole Mohamed Khaled, et le PDG de GreenGo Karsten Nielsen, marque le début du développement du projet dont les premières étapes comprendront des études de faisabilité, des relevés géotechniques et la collecte de données météorologiques. Le projet sera déployé en plusieurs phases entre 2029 et 2033. À pleine capacité, il comprendra 6 GW d'électrolyse, 6,8 GW d'énergie éolienne et 6,3 GWp de solaire photovoltaïque. La phase 1 prévue pour fin 2029 inclura 500 MW d'électrolyse, 600 MW d'éolien et 600 MWp de solaire, per-

mettant la production de 339 000 tonnes d'ammoniac vert par an. Megaton Moon présente des avantages stratégiques selon son promoteur, avec des ressources exceptionnelles en vent et en solaire, un accès côtier favorisant le dessalement de l'eau et l'exportation, des coûts de production de moitié inférieurs à ceux de l'Europe du Nord, et un cadre réglementaire attractif, avec le premier Code africain sur l'hydrogène vert.

Un bon départ dans la course mondiale à l'hydrogène vert

Avec plus de 74 milliards USD d'investissements annoncés dans l'hydrogène vert en 2023, la Mauritanie s'affirme comme un des futurs hubs mondiaux de production et d'exportation. Plusieurs grands projets structurants sont en cours, notamment AMAN de CWP Global, avec 30 GW et 40 milliards USD d'investissements prévus, et

qui pourrait fournir 50 millions de mètres cubes d'eau dessalée par an. Il y a aussi le projet NOUR de Chariot et Total Eren (10 GW) qui vise l'exportation d'hydrogène vers l'Europe via le port de Rotterdam, ainsi que le projet d'Infinity-Conjuncta (10 GW) avec 34 milliards USD d'investissements prévus et qui produira jusqu'à 8 millions de tonnes d'hydrogène vert par an. Cette dynamique transformera le paysage économique du pays, encore largement dépendant du secteur extractif. En 2021, ce dernier représentait 21,8 % du PIB et 72,8% des exportations de la Mauritanie, mais seulement 1% des emplois. Si le projet Megaton Moon atteint son plein potentiel, il contribuera non seulement à la souveraineté énergétique du pays, mais accélérera aussi son industrialisation en soutenant des segments clés comme l'acier vert et l'agriculture durable grâce à l'ammoniac vert.

ÉGYPTE

Le Caire veut acheter le gaz du gisement chypriote Aphrodite

Avec une contribution de 52% selon l'AIE, le gaz naturel joue un rôle important dans le mix énergétique de l'Égypte. Face à une demande croissante, l'État s'active pour assurer l'approvisionnement à long terme de cette source d'énergie. Le lundi 17 février, l'Égypte a signé avec Chypre un protocole d'accord préliminaire pour l'achat du gaz naturel produit sur le futur gisement Aphrodite, opéré par Chevron au large des côtes chypriotes. Le deal a été annoncé en marge du Salon de l'énergie qui se tient au Caire jusqu'au mercredi 19 février.

Dans le détail, on apprend qu'il s'agit d'un accord « non contraignant » dans le cadre duquel EGAS, la compagnie nationale égyptienne de gaz, sera l'unique acheteur du produit du gisement Aphrodite. Certains partenaires commerciaux dont les noms n'ont pas été révélés auront par ailleurs la possibilité d'acheter des quantités spécifiques vendues à EGAS, mais sous forme de gaz naturel liquéfié (GNL). On note que les opérations de liquéfaction devraient être effectuées dans des installations égyptiennes. Ce nouveau développement s'ins-

crit dans la lignée des mesures prises par le gouvernement égyptien pour assurer sur le long terme un approvisionnement stable et suffisant en gaz pour le marché local. Le gaz joue en effet un rôle clé dans la consommation énergétique au pays des pharaons, contribuant à hauteur de 52% au mix en 2022, selon l'AIE. Cette initiative survient aussi alors que la production nationale a décliné ces dernières années, n'atteignant que 4,6 milliards de pieds cubes en 2024, contre 6,2 milliards en 2023. L'accord définitif n'a cependant pas encore été conclu. Selon les

informations recueillies, les parties prenantes espèrent parvenir à un deal définitif dans les 6 prochains mois. Pour rappel, Aphrodite est un projet gazier mené par un consortium composé de Chevron (35%), BG Cyprus Ltd (35%), une société appartenant à Shell, et la compagnie israélienne NewMedEnergy (30%). Le gisement contiendrait environ 3,5 billions de pieds cubes de gaz et devrait entrer en service d'ici 2031, selon NewMed. La décision d'investissement finale dans le cadre de son programme de développement n'a pour l'instant pas été annoncée.

POUR FACILITER L'ACCÈS AUX SMARTPHONES 5G

La Tunisie se tourne vers l'UIT

Les opérateurs télécoms tunisiens ont officiellement lancé la 5G commerciale le 14 février. Toutefois, l'adoption de la technologie mobile de dernière génération reste conditionnée par plusieurs facteurs. Le gouvernement tunisien envisage une collaboration avec l'Union internationale des télécommunications (UIT) afin de faciliter l'accès de la population aux téléphones 5G. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un renforcement des partenariats entre la Tunisie et l'UIT, un sujet au cœur des discussions entre Sofiene Hemissi), ministre des Technologies de la communication, et Doreen Bogdan-Martin (photo, à droite), secrétaire générale

de l'UIT, lors du Sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle, tenu les 10 et 11 février à Paris. Cette collaboration devrait faciliter l'adoption des services 5G récemment lancés dans le pays et qui nécessitent des téléphones compatibles. L'Association mondiale des opérateurs de téléphonie (GSMA) estime dans son rapport « 5G in Africa:realising the potential » que le coût constitue un frein majeur susceptible de dissuader les consommateurs d'adopter la 5G. L'organisation estime que des smartphones compatibles 5G sont désormais disponibles à partir de 150 \$ auprès de plusieurs fabricants, mais ce prix reste prohibitif pour la plu-

part des consommateurs en Afrique, surtout s'ils doivent payer l'appareil en une seule fois. « Bien que le prix des appareils soit en baisse, il reste nettement plus élevé que celui des dispositifs 2G, 3G et 4G. En Afrique, l'adoption de la 5G dépendra de l'accessibilité financière des terminaux. Si les programmes de financement des smartphones sont principalement portés par le secteur privé, les gouvernements et les décideurs ont un rôle à jouer pour créer un environnement favorable à ces initiatives – par exemple, en autorisant les opérateurs à proposer des téléphones avec carte SIM verrouillée (carrier-locked) afin de limiter les risques liés au

financement des appareils », a déclaré la GSMA. On ignore encore quelles mesures concrètes seront mises en place pour faciliter l'adoption des téléphones 5G. Il est important de rappeler que l'accessibilité des smartphones 5G n'est pas le seul frein à l'adoption de cette technologie. Selon la GSMA, le coût des forfaits constitue l'un des principaux obstacles à l'Internet mobile. Par ailleurs, la couverture du réseau peut également ralentir son adoption, les services étant généralement déployés en priorité dans les grandes villes avant d'être progressivement étendus au reste du pays.

RDC

Hausse de 8 % attendue en 2025 pour la production de cuivre

Devenue en 2023 le deuxième producteur mondial de cuivre, la RDC continue chaque année d'améliorer ses performances dans le secteur. Après le cap de 3 millions de tonnes atteint en 2024, le pays devrait encore accroître sa production de cuivre dans les prochains mois.

La production de cuivre en RDC devrait augmenter d'au moins 8 % en 2025. C'est la prévision faite par le cabinet britannique d'analyse de prix CRU Group dans son rapport sur les perspectives des marchés des matières premières, paru en janvier dernier. Cette prévision intervient alors que la production de cuivre de la RDC est attendue à plus de 3 millions de tonnes en 2024, une première historique. CRU n'a pas donné de détails sur le volume de cuivre que devraient livrer les mines congolaises cette année. En tenant compte d'une production annuelle de cuivre désormais supérieure à 3 millions de tonnes en RDC, les analystes ont simplement indiqué qu'un « écart de 5 % à la hausse en 2025 équivaldrait à 150 000 t de cuivre supplémentaires ». Cette croissance de la production en 2025 serait soutenue par les grandes mines congolaises de cuivre, notamment Ten-

keFungurume et Kisanfu, et d'autres petits projets difficiles à surveiller, a ajouté le CRU. Il faut souligner que la production congolaise de cuivre a connu une croissance significative ces dernières années, permettant à la RDC d'émerger en 2023 comme le deuxième producteur mondial. Pour Fastmarkets, une autre agence d'analyse des marchés de métaux, la RDC s'appuie sur d'immenses réserves inexploitées et l'afflux d'investissements chinois dans son secteur minier ces dernières années. « Je dirais que la RDC est dominée par les investissements chinois [...] dans des projets relativement nouveaux. Comme nous l'avons vu presque partout dans le monde, les investissements chinois dans les nouvelles mines signifient qu'elles sont construites rapidement et que la montée en puissance est rapide », explique Andy Cole, analyste chez Fastmarkets.

À la fois symbole de la croissance rapide de la production congolaise de cuivre et des investissements chinois, le complexe cuprifère Kamoa-Kakula est entré en production en 2021 grâce aux investissements communs d'Ivanhoe Mines et du chinois Zijin Mining. Si Ivanhoe est une compagnie immatriculée au Canada, elle compte les chinois Zijin Mining et CITIC comme principaux actionnaires. Selon le gouvernement congolais, la hausse de la production de cuivre ne lui profite pourtant pas encore pleinement, notamment à cause de prix de vente du cuivre jugés inférieurs à ceux du marché pour Kamoa-Kakula, la plus grande mine du pays. La Gécamines cherche aussi à renforcer son implication dans le négoce du cuivre, en obtenant le volume de métal rouge correspondant à sa participation dans les différentes mines du pays, afin de le vendre à ses propres conditions.

START-UP

Le Togo prépare le lancement d'un fonds d'investissement avec la BAD

Ce projet, inscrit dans le PAPIDPPP, vise à structurer juridiquement les entreprises et à faciliter leur accès au financement. Un appel à consultants est lancé pour une étude de faisabilité. Le gouvernement togolais explore la mise en place d'un Fonds de préparation des entreprises à l'investissement en capital. Ce projet, financé par la Facilité d'appui à la transition de la Banque africaine de développement (BAD), a pour objectif de favoriser l'accès au financement en capital pour les entreprises togolaises, notamment les start-up, informe le site Internet Togo First. L'investissement en capital permet à des investisseurs d'injecter des fonds, directement dans une entreprise, généralement en échange de parts de cette entreprise. Au Togo, une telle infrastructure pourrait notamment intervenir dans le soutien au développement du secteur privé, en particulier pour les start-up et les entreprises en phase de croissance. Cela passerait non seulement par leur préparation à l'accès au financement, mais également par la fourniture de formations et de consultations, ainsi que par l'aide à la structuration juridique et organisationnelle, puis l'évaluation et la sélection des projets éligibles à des financements en capital. Inscrite dans le cadre du Projet d'appui à la promotion des investissements et au développement des partenariats public-privé (PAPIDPPP), l'initiative fait l'objet d'un appel à manifestation d'intérêt (AMI) du ministère de l'Industrie et de la Promotion des Investissements. Celui-ci recherche ainsi un cabinet de consultants pour réaliser une étude de faisabilité dans ce sens. Cette étude comprendra une analyse approfondie de la faisabilité de ce fonds, la définition d'un cadre stratégique, l'analyse du cadre juridique et institutionnel, ainsi que la proposition d'un modèle opérationnel détaillé. Les consultants intéressés devront démontrer leurs qualifications à travers des références de prestations similaires et l'expérience dans des missions de même nature. Les candidatures peuvent être soumises jusqu'au 15 mars 2025 à 17h00 (TU). Une liste restreinte de six firmes sera établie à la suite de cette sélection.

OR ARTISANAL AU BURKINA FASO

Une production encore sous-évaluée malgré les progrès

Le secteur minier du Burkina Faso, dominé par l'exploitation industrielle d'or, génère environ 15 % du PIB, 20 % des recettes fiscales et 73 % des exportations. Cette contribution ne tient pas compte de la part de la production artisanale d'or qui échappe toujours aux autorités.

Au Burkina Faso, le ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières a annoncé la semaine dernière une production artisanale de plus de 8 tonnes d'or pour 2024, soit une performance au-delà de l'objectif initial de 500 kg. De l'aveu du ministre Yacouba Zabré Gouba, « le pays n'a jamais connu ces chiffres ».

La contribution du secteur artisanal à la production nationale d'or reste pourtant sous-évaluée, malgré des progrès indéniables ces derniers mois. Entre 2018 et 2022, la production issue des artisans miniers et des exploitations semi-mécanisées s'est établie en moyenne à 300 kg d'or par an, selon l'ini-

tiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE). Pour Yacouba Zabré Gouba, la croissance enregistrée en 2024 est le résultat des mesures de lutte contre la fraude. En février 2024 notamment, le gouvernement a suspendu les exportations d'or issues de l'ex-

ploitation artisanale et semi-mécanisée. L'objectif affiché était d'assainir le secteur et de mieux organiser la commercialisation de l'or. Durant la suspension dont la durée n'a pas été précisée, les mineurs ont été appelés à vendre leur production à la Société Nationale des Substances précieuses (SONASP).

NIGERIA

L'industriel Johnvents veut doubler sa capacité de transformation de cacao

Le Nigeria est le 3ème producteur africain de cacao après la Côte d'Ivoire et le Ghana. Alors que le pays s'attend à une amélioration de sa récolte en 2025, certains industriels s'activent en vue d'augmenter leur capacité de transformation. Au Nigeria, le groupe agroalimentaire Johnvents Industries Limited (JIL), spécialisé dans la transformation du cacao, veut doubler sa capacité de transformation de la fève à plus de 30 000 tonnes par an avec un financement de 40,5 millions \$ obtenu auprès du British International Investment (BII), l'institution de financement

du développement du Royaume-Uni. C'est ce qu'a révélé Benson Adenuga, responsable du bureau du BII au Nigeria, qui se confiait à Reuters le mardi 18 février. Selon celui-ci, cette enveloppe permettra concrètement à l'entreprise d'acquérir de nouvelles machines en vue de rénover et développer son unité de transformation basée dans l'État de Ondo. Ce n'est pas la première fois que Johnvents annonce un investissement dans l'accroissement de la capacité de transformation de cette unité. En juin 2024, l'entreprise nigériane avait également conclu un accord de prêt de 23,3

millions \$ avec la Société financière internationale (SFI) pour le renforcement de ses activités de transformation qui portent principalement sur la production de poudre, gâteau, liqueur ou beurre de cacao. Plus largement, cet investissement devrait contribuer à renforcer l'industrie locale nigériane dont la capacité de transformation de cacao est encore limitée. Les données compilées par l'Organisation internationale du Cacao (ICCO) indiquent en effet que les industriels nigériens disposaient d'une capacité installée cumulée de traitement

de cacao évaluée à 60 133 tonnes en 2022 alors que la production de la fève s'élevait à 300 000 tonnes cette année. Par ailleurs, Johnvents peut, avec une augmentation de sa capacité de transformation, capter une plus grande part de la récolte nationale de cacao. Rappelons que la production de cacao au Nigeria est attendue en hausse de 10 % à 320 000 tonnes pour la campagne caooyère de 2024/2025, selon les prévisions formulées par AFEX Commodities Exchange (AFEX), première bourse privée de matières premières du pays, en octobre dernier.

MARCHÉ ASIATIQUE

Les Bourses refroidies par les menaces de Trump de taxer l’automobile

Les Bourses asiatiques ont dans l'ensemble reculé mercredi, plombées par la menace de Donald Trump de taxer drastiquement les automobiles importées aux Etats-Unis, tandis qu'à Hong Kong, la récente envolée des valeurs tech laissait place aux prises de bénéfices.

Tokyo sous pression, l'automobile chute

A la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei a clôturé en repli de 0,27% à 39.164,61 points, et l'indice élargi Topix en recul de 0,30% à 2.767,25 points.

Les titres des constructeurs automobiles, comme Toyota (-1,72%) ou Honda (-2,25%) ont chuté, "les investisseurs étant découragés par les déclarations du président Trump", ont noté les analystes du courtier IwaiCosmo Securities.

Le président américain a annoncé mardi qu'il prévoyait d'appliquer des droits de douane "d'environ" 25% sur les automobiles importées aux Etats-Unis, se donnant jusqu'au 2 avril pour décider s'il les imposerait.

L'industrie pharmaceutique est également dans le viseur de Washington, plaçant sous pression des firmes nippones du secteur, comme Astellas Pharma (-0,88%) ou Daiichi Sankyo (-3,28%).

La volatilité devrait rester de mise sur les marchés asiatiques.

"Dans une certaine mesure, les marchés continuent de considérer ces annonces de taxes douanières d'un oeil sceptique, s'interrogeant sur le calendrier et l'ampleur véritable des droits effectivement appliqués", estimaient les experts de MUFG, misant sur une volatilité accrue au gré des annonces de Washington.

Après avoir fortement progressé la semaine dernière et lundi, le yen continuait de reprendre son souffle, se stabilisant

(+0,29%) vers 06H30 GMT à 151,62 yens pour un dollar.

Répît pour le yen, l’incertitude économique ressurgit

Les cambistes digéraient les menaces douanières de M. Trump qui pourraient particulièrement affecter les exportations nippones.

"Les montagnes russes du yen reflètent un tiraillement classique entre une Banque du Japon désireuse de remonter encore ses taux d'intérêt" après une croissance économique nipponne plus solide qu'attendu au 4e trimestre 2024, et "la perspective de tensions commerciales croissantes", note Stephen Innes, de SPI Asset Management.

A Hong Kong, la fièvre tech s’essouffle

A Hong Kong vers 06H30 GMT, l'indice Hang Seng se repliait de 0,31% à 22.905 points. L'indice composite de Shanghai grimpeait en revanche de 0,65% et celui de Shenzhen de 1,65%.

La place hongkongaise avait été portée depuis plusieurs semaines par une envolée des valeurs technologiques, dans le sillage du succès de l'outsider chinois de l'intelligence artificielle DeepSeek.

Mais cette fièvre semble s'essouffler, laissant place à des prises de bénéfices de la part d'investisseurs désireux d'engranger quelques profits après la flambée des cours.

Mercredi, Baidu plongeait de 2,83% après un recul de son chiffre d'affaires annuel. Le géant de l'e-commerce Alibaba -qui a bondi d'environ 50% depuis le début de l'année- reculait de 1,90%. Tencent perdait 1,61%.

Le marché hongkongais "était mûr pour des prises de bénéfices (...) nous observons un épuisement clair de la tendance aux achats" tous azimuts des valeurs tech, souligne Chris Weston, du courtier Pepperstone.

Pour autant, "un changement de regard à l'égard des marchés d'actifs chinois est à l'oeuvre", conforté par la rencontre lundi entre le président chinois Xi Jinping et de grands dirigeants d'entreprises du secteur privé, "et ce boom boursier est pleinement justifié, les replis devraient être peu prononcés", estime-t-il.

L’or reste proche de niveaux records

L'once d'or reculait de 0,15% à 2.931 dollars, après s'être envolée plus tôt dans la

journée non loin des sommets records atteints la semaine dernière, profitant de son statut de valeur refuge.

Certes, les marchés boursiers ont accueilli avec soulagement la perspective de discussions sur un cessez-le feu en Ukraine, observe Kathleen Brooks, du courtier XTB. Mais "l'absence de progrès concrets dans les négociations est soulignée (...) par la réaction du cours de l'or, qui a bondi mardi: cela pourrait être un signe de nervosité concernant l'échec possible à trouver un accord de paix durable entre Ukraine et Russie", insiste-t-elle.

Après avoir chuté à l'idée d'un retour de l'offre abondante d'hydrocarbures russes, les prix du pétrole remontent, "ce qui suggère que les investisseurs ne sont pas prêts à parier gros sur une baisse des prix de l'énergie à ce stade précoce des négociations", ajoute Mme Brooks.

Vers 06H30 GMT, le baril de WTI américain grimpeait de 0,38% à 72,12 dollars, et celui de Brent de la mer du Nord gagnait 0,29% à 76,06 dollars.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 19 Février 2025 Valeur : 21 Février 2025					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.7289	134.7439
1	EUR	EURO		140.8591	140.8882
1	GBP	POUND STERLING		170.1122	170.1957
100	JPY	JAPANESE YEN		88.8361	88.8519
1	CNY	CHINESE YUAN		18.4945	18.4971
1	CHF	SWISS FRANC		149.1189	149.2015
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.0200	95.0507
1	DKK	DANISH KRONE		18.8852	18.8910
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.5840	12.5878
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.0971	12.1028
1	AED	UAE DIRHAM		36.6789	36.6870
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.9229	35.9288
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.2983	436.4882
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.1786	42.6026
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.4981	13.4996
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.3622	27.5027
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3852	3.3958
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		176.5957	176.5957

L’Europe ouvre en hausse prudente, entre Fed et droits de douane

Les principales Bourses européennes avancent modérément mercredi à l'ouverture, les marchés se préparant à la publication du compte-rendu de la dernière réunion de la Réserve fédérale, ce alors que Donald Trump a formulé mardi de nouvelles menaces douanières.

À Paris, le CAC 40 se hisse de 0,03% à 8.208,67 points vers 08h05 GMT. Le Dax à Francfort se renforce de 0,13%, tandis que le FTSE à Londres décline de 0,06%.

L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 grignote 0,02%, l'EuroStoxx 50 gagne 0,09% et le Stoxx 600 0,04%.

Les "minutes" de la dernière réunion de la Fed sont attendues à 19h00 GMT, les investisseurs espérant davantage d'éléments sur les impacts des politiques de la nouvelle administration américaine.

A ce titre, les nouvelles menaces de droits de

douane formulées par Donald Trump pourraient animer les échanges d'ici la publication des "minutes".

Le président américain a annoncé mardi son intention d'imposer des droits de douane "de l'ordre de 25%" sur l'automobile et les importations de semi-conducteurs et de produits pharmaceutiques.

La réaction des marchés demeure néanmoins limitée, les menaces de Donald Trump étant de plus en plus considérées comme des outils de négociation que comme un réel risque. Les investisseurs réagissent par ailleurs aux dernières publications de résultats.

Philips chute de 8% après avoir publié mercredi un chiffre au quatrième trimestre 2024 inférieur au consensus.

Nexans progresse de 3,5% après avoir dit mercredi tabler sur une amélioration de son Ebitda en 2025.

La Bourse de Paris prudente, entre Ukraine et droits de douane

La Bourse de Paris a ouvert dans la prudence mercredi, tiraillée entre les espoirs de cessez-le-feu en Ukraine et la prudence face aux nouvelles annonces douanières de Donald Trump.

Le CAC 40 reculait vers 10H00 0,13% à 8.195,79 points, en baisse de 10,81 points. La veille, l'indice vedette avait pris 0,21%, soit un gain de 17,43 points à 8.206,56 points. L'indice parisien s'éloigne pour l'instant de la perspective d'un nouveau record, qui s'était rapproché ces derniers jours, sur fond de bonne dynamique boursière.

Les investisseurs se focalisent "sur

les espoirs d'un cessez-le-feu en Ukraine", mais ont des "interrogations concernant les futurs "droits de douane "américains", a résumé John Plassard, spécialiste de l'investissement pour Mirabaud.

Russes et Américains se sont entendus mardi à Ryad pour établir un "mécanisme de consultation" destiné à régler leurs contentieux et vont nommer des négociateurs pour le règlement de la guerre en Ukraine.

"Un accord pourrait entraîner plusieurs effets positifs", entre "une baisse des prix du gaz naturel", "une hausse de la confiance des consommateurs et des entreprises" et "une

amélioration des conditions financières", a résumé Christopher Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet AM.

D'un autre côté, les marchés digèrent prudemment les dernières annonces commerciales de Donald Trump.

Le président américain a annoncé mardi qu'il prévoyait d'appliquer des droits de douane de près de 25% sur les automobiles importées aux États-Unis et d'au moins du même niveau sur les semi-conducteurs ainsi que sur le secteur pharmaceutique. Ces annonces sont "pour l'instant simplement prises en compte sans

réaction marquée", a estimé Andreas Lipkow, analyste indépendant.

"Les marchés continuent de considérer ces annonces de taxes douanières avec un oeil sceptique, s'interrogeant sur le calendrier et l'ampleur véritable des droits effectivement appliqués", ont détaillé les experts de MUFG.

Les investisseurs scruteront aussi la publication à 20H00 du compte rendu de la dernière réunion de la Réserve fédérale américaine (Fed). Des résultats d'entreprises Autre focus des marchés: la saison des résultats, qui se poursuit en Europe.

Le groupe de câbles Nexans, deuxième mondial derrière l'italien Prysmian, prenait 6,09% à 102,00 vers 9H50 après avoir annoncé mercredi une hausse de 27% son bénéfice net en 2024.

Sont attendus après Bourse les résultats annuels d'Eramet (+0,45 à 56,35 euros) et de Carrefour (+0,04% à 13,79 euros).

STMicroelectronics recommandé Le groupe de semi-conducteurs français STMicroelectronics gagnait 5,34% à 24,37 euros sur le CAC 40 après le relèvement mercredi de son objectif de cours par les analystes de Jefferies de 23 à 34 euros.

ETATS UNIS

Donald Trump prévoit 25% de droits de douane sur l’automobile, les semi-conducteurs et la pharmacie

Le président américain prévoit environ 25% de droits de douane, mais il a dit vouloir "donner le temps" à ces filières pour leur donner une chance d'établir leurs usines aux États-Unis et éviter ainsi les droits de douane.

Le président américain Donald Trump a annoncé mardi 18 février qu'il prévoyait d'appliquer des droits de douane "d'environ" 25% sur les automobiles importées aux États-Unis, et d'au moins du même niveau sur les semi-conducteurs ainsi que sur le secteur pharmaceutique. Pour l'automobile, Donald Trump a assuré lors d'une conférence de presse à Mar-a-Lago (Floride), que "ce sera d'environ 25%", ajoutant vouloir néanmoins "donner le temps" aux constructeurs automobiles "pour qu'ils aient des usines ici" et ainsi "qu'ils n'aient pas de droits de douane". Il a ajouté se donner jusqu'au 2 avril pour décider. Interrogé également sur le secteur des semi-conducteurs et de l'industrie pharmaceu-

tique, il a répondu: "Ce sera 25% et plus, et cela augmentera considérablement au cours d'une année, mais nous voulons leur donner le temps d'arriver (...) nous voulons leur donner une chance" d'établir leurs usines aux États-Unis pour éviter les droits de douane. Le président américain s'est également satisfait d'avoir vu l'Union européenne (UE) "réduire leurs droits de douane sur les voitures et ils sont désormais à 2,5%, ce qui est exactement le même niveau que nous. Si tout le monde fait cela alors nous jouerons avec les mêmes règles du jeu", a-t-il assuré. "Je prends note de ce qui a été fait. Mais l'UE

a été très injuste avec nous, nous avons un déficit commercial de 350 milliards de dollars, ils n'achètent pas nos voitures, nos produits agricoles, ils n'achètent quasiment rien, nous devons rectifier cela", a-t-il néanmoins insisté. Selon les données du département du Commerce, le déficit commercial des États-Unis en biens vis-à-vis de l'UE était de 235 milliards de dollars en 2024. En revanche, les États-Unis ont une balance commerciale excédentaire à hauteur de 109 milliards de dollars vis-à-vis de l'UE en ce qui concerne les services en 2023, dernière année aux données consolidées, selon les données de la Commission européenne.

UNION EUROPÉENNE

La Commission européenne promet une réaction "ferme et immédiate" aux droits de douane réciproques des États-Unis

Défendant un système commercial fondé sur des règles et des droits de douane peu élevés, l'exécutif européen a déclaré que les droits de douane réciproques étaient injustifiés et qu'il réagirait rapidement. La Commission européenne réagira "fermement et immédiatement" aux tarifs douaniers réciproques annon-

cés jeudi par le président américain Donald Trump, estimant qu'il s'agit d'un "pas dans la mauvaise direction", et qu'un système mondial ouvert "profite à tous les partenaires", dans un communiqué publié par l'exécutif. "L'UE maintient des droits de douane parmi les plus bas au monde et ne voit aucune justifica-

tion à l'augmentation des droits de douane américains sur ses exportations. Les droits de douane sont des taxes", peut-on lire dans le texte de la Commission, qui ajoute : "L'UE réagira fermement et immédiatement contre les obstacles injustifiés au commerce libre et équitable, y compris lorsque les droits de douane sont utilisés pour contester

des politiques légales et non discriminatoires". Depuis lundi et l'annonce de droits de douane américains de 25 % sur l'acier et l'aluminium, l'UE se prépare à une guerre commerciale avec son allié de longue date, dont la nouvelle administration Trump opère un revirement en matière de politique commerciale.

À L'OMC

Pékin s'en prend à la politique commerciale de Washington

La Chine dénonce les «chocs de droits de douane» pratiqués par le président américain Donald Trump, risquant d'entraîner «une récession mondiale». «Le monde est confronté à une série de chocs de droits de douane», a déclaré mardi Li Chenggang, l'ambassadeur de Chine auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Lors de la première réunion de l'année du Conseil général de l'organisation, à Genève, il a dénoncé la politique commerciale des États-Unis, qui ont «imposé ou menacé d'imposer des droits de douane à leurs partenaires commerciaux, dont la Chine, de manière unilatérale et arbitraire, en violation flagrante des règles de l'OMC». «La Chine s'oppose fermement à ces mesures», a-t-il ajouté. «Ces chocs de droits de douane accentuent l'incertitude écono-

mique, perturbent le commerce mondial et risquent d'entraîner une inflation intérieure, une distorsion du marché, voire une récession mondiale», a insisté M. Li. L'ambassadeur chinois a poursuivi en affirmant que l'unilatéralisme américain menace de bouleverser le système commercial multilatéral fondé sur des règles. «Les enjeux sont élevés pour tous les membres, grands ou petits», a déclaré M. Li. Depuis son retour au pouvoir le 20 janvier, M. Trump a imposé une hausse des droits de douane sur les produits importés de Chine de 10%. Il a également signé des décrets imposant de nouveaux droits de douane de 25% sur l'acier et l'aluminium, qui doivent entrer en vigueur le 12 mars. Et il a annoncé jeudi une politique de «droits de douane réciproques», pour rétablir l'«équité» dans les relations commerciales entre les États-

Unis et le reste du monde. Sans toutefois préciser d'échéance pour les mettre en place. Après les déclarations de l'ambassadeur chinois, les États-Unis ont critiqué en retour la Chine, estimant qu'elle n'était pas une économie de marché et violait régulièrement les règles de l'OMC, selon un responsable de commerce basé à Genève. «Les États-Unis ont souligné les problèmes découlant du manque de transparence de la Chine et de son mépris de la surveillance de l'OMC», a expliqué ce responsable. «Les États-Unis ont également souligné que l'incapacité actuelle de l'OMC à s'attaquer aux politiques de distorsion de marché de la Chine, comme les subventions déloyales, diminuait considérablement l'efficacité de l'organisation», a-t-il ajouté.

POUR 8 MILLIARDS DE DOLLARS

Le Vietnam va construire une nouvelle ligne ferroviaire vers la Chine

Le Parlement du Vietnam a donné mercredi son feu vert à la construction d'une nouvelle ligne de chemin de fer qui reliera le grand port d'Haiphong et la capitale Hanoï au sud de la Chine, pour un montant de plus de huit milliards de dollars. Les députés de ce pays communiste ont adopté ce projet de loi à la quasi-unanimité, a constaté un journaliste de l'AFP sur place. Cette voie ferrée entre le Vietnam et la province chinoise du Yunnan doit renforcer les liens entre les deux pays frontaliers et faciliter le commerce.

Sites manufacturiers

La nouvelle ligne desservira de grands sites manufacturiers du Vietnam, où sont installés Samsung, Foxconn, Pegatron et d'autres géants mondiaux de l'électronique, pour beaucoup dépendants de l'arrivée régulier de composants depuis la Chine. D'une longueur de quelque 390 kilomètres, elle reliera la ville portuaire d'Haiphong à Lao Cai, dans le nord montagneux du Vietnam, à la frontière avec le Yunnan, via Hanoï. Elle remplacera la vieille ligne en acti-

tivité, construite il y a plus d'un siècle durant la période de l'Indochine française.

Huit milliards de dollars

La Chine va financer une partie du projet à travers des prêts. Le coût total estimé de la construction est de plus de huit milliards de dollars. Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme mondial chinois d'infrastructures dit des "Nouvelles Routes de la soie". A l'occasion d'une visite du président chinois Xi Jinping en décembre 2023 à Hanoï, les deux pays avaient signé

plus d'une trentaine d'accords. Le Vietnam se targue de maintenir une diplomatie d'équilibre entre Pékin et Washington. La nouvelle ligne va "dynamiser la coopération sur l'économie, le commerce, l'investissement et le tourisme entre les deux pays, ainsi que dans la région", a assuré la semaine dernière la porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Pham Thu Hang. Les vieillissantes infrastructures de transports, de piètre qualité et sous-dimensionnées pour une demande de plus en plus forte, sont considérées comme l'une des freins de la croissance vietnamienne.

MALGRÉ UNE INDUSTRIE TOURISTIQUE FLORISSANTE

Les Maldives appelés à prendre des mesures d’assainissement budgétaire

Les Maldives, qui ont déjà adopté un plan d'austérité, doivent prendre au plus vite des mesures d'assainissement budgétaire, malgré une industrie touristique florissante, a averti le Fonds monétaire international (FMI). Le pays, destination de vacances de luxe, table sur une croissance de 5% en 2025, mais «il existe une grande incertitude autour des prévisions et les risques sont sous-estimés», a estimé mardi le FMI dans un communiqué. «Il est nécessaire (de mettre en place un plan) de consolidation budgétaire en urgence et plus rigoureux. Une rationalisation globale des dépenses est nécessaire pour limiter les dépenses excessives». Cet archipel de l'océan indien avait refusé l'an dernier un plan de sauvetage du FMI, et le gouvernement avait annoncé un plan d'austérité, le président montrant l'exemple en réduisant son salaire de 50%. Il a également décidé de réduire de 10% les salaires de la plupart des fonctionnaires de l'archipel. En septembre, les Maldives avaient affirmé que ses difficultés financières étaient «temporaires» et ne pas avoir l'intention de solliciter un plan de sauvetage du FMI en dépit de ses mises en garde sur un éventuel défaut de paiement. «Les Maldives sont à un moment crucial pour restaurer d'urgence la stabilité macroéconomique et la viabilité de la dette», a souligné le FMI. Connues pour ses plages de sable blanc et des complexes hôteliers sécurisés, les Maldives sont également devenues un point de frictions géopolitiques entre New Delhi et Pékin. La Chine a promis davantage de financements depuis l'arrivée au pouvoir de Mohamed Muizzu en 2024. Le président a remercié Pékin pour son «assistance désintéressée». Mohamed Muizzu a également été reçu à New Delhi début octobre par le Premier ministre indien Narendra Modi, qui a promis un soutien financier. Selon des chiffres officiels, la dette extérieure des Maldives s'élevait à 3,37 milliards de dollars au premier trimestre, soit environ 45% de son produit intérieur brut. La Chine détenait environ 20% de sa dette extérieure, et l'Inde un peu moins de 18%.

AIRBAGS TAKATA

Le diesel chez Stellantis, ça n'est pas fini !

Comme tant d'autres groupes, Stellantis ne pourra pas se convertir au 100% électrique en Europe aussi vite qu'il le pensait. Il faut même parier sur une prolongation de ce bon vieux moteur diesel.

Le temps de l'industrie n'est jamais celui de l'actualité. Chez les constructeurs automobiles eux-mêmes, la disparité est forte entre le commercial en charge de vendre la nouveauté qui débarque en concession et l'ingénieur s'arrachant les cheveux sur les prochaines technologies.

Autant dire que l'inertie est importante et qu'en ces temps d'instabilité politique, le pilotage du paquebot s'avère très périlleux pour les constructeurs contraints d'investir des milliards d'euros dans la voiture électrique pour plaire à l'Europe sans oublier le reste du monde où les règles n'ont rien à voir. Et partout, cette même sensation que sans aide d'Etat et sans une infrastructure de recharge bien plus solide encore, la voiture électrique pour tous sur le Vieux Continent restera une utopie. D'ailleurs, le "zéro émission" n'y a représenté que 15% des ventes de voitures neuves en 2024, soit plus de deux fois moins que ce bon vieux diesel (33%) ! La réalité du terrain reste implacable dans de nombreux pays moins bien dotés en bornes de recharge que la France et où le pouvoir d'achat demeure moins élevé pour les automobilistes.

Le diesel chez Stellantis ? Mais bien sûr

Autant de raisons qui poussent les constructeurs à garder un œil discret sur le diesel, dont on prédit la fin depuis des années. Dernier bruit de couloir en date, Stellantis qui, selon les Echos, n'aurait pas dit son dernier mot. Alors que le 1.5 BlueHDI de 130 ch devait initialement s'arrêter cette année, nos confrères rapportent une prolongation d'au moins 5



ans. Cette rallonge implique donc une ré-homologation de ce moteur à la future norme Euro7, ce qui ne devrait pas être trop complexe puisque sous l'influence des constructeurs européens, Bruxelles a finalement allégé le contenu de cette nouvelle norme au départ bien trop sévère, voire injustifiée.

Fort d'une nouvelle certification, ce 4-cylindres turbo – nom de code DV5 –, apparu en 2017, aurait donc le champ libre pendant de nombreuses années encore. Sans aller jusqu'à sa réimplantation systématique partout, Stellantis aurait tout loisir d'improviser son retour sur des modèles qui devaient au départ s'en passer. Il le pourrait d'autant plus que la future plate-forme STLA Small, qui servira

aussi bien aux citadines qu'aux prochaines compactes de tout le groupe, a été réadaptée en cours de route pour rester multi-énergies, électrique et thermique donc, alors qu'elle était annoncée seulement en électrique.

Encore 5 moteurs diesel produits par Stellantis en 2025

Aux côtés de ce 1.5 construit à Trémery, dans l'Est de la France, Stellantis produit encore quatre autres moteurs diesel en 2025 : le 2.0 BlueHDI, en provenance de l'ex-PSA et surtout dédié aux petits utilitaires ainsi que trois héritages du groupe Fiat-Chrysler avec les 1.6 turbo (encore sous le capot de la Fiat Tipo) et deux 2.2

litres que l'on retrouve chez Alfa Romeo (Stelvio, Giulia) ou des "gros" utilitaires. S'il n'est pas sûr que tous ces blocs survivent, nos confrères des Echos assurent que l'un d'entre eux pourrait être réadapté sur les voitures particulières. L'on parie sur le 2.0, qui a longtemps été vendu chez Peugeot et Citroën.

Après avoir martelé son ambition de vendre 50% de voitures électriques à horizon 2025, Stellantis – qui peinera déjà à atteindre 20% pour respecter la nouvelle norme CAFE en Europe – est contraint, comme tous les autres, de s'adapter au marché. Jean-Philippe Imparato a réaffirmé lui-même au Salon de Bruxelles, début janvier, l'importance du thermique, y compris sur le Vieux Continent.

C'est l'heure du premier rappel officiel pour le nouveau Volkswagen Tiguan

Comme la majorité des voitures actuelles, le Volkswagen Tiguan 3 n'aura pas échappé longtemps aux rappels. Mais cette première campagne de retour en atelier ne concerne que peu d'exemplaires du SUV. Commercialisée depuis début 2024, la troisième génération du Tiguan n'échappe pas à quelques problèmes de jeunesse. L'un de nos lecteurs est même allé jusqu'à demander à échanger son exemplaire contre un T-Roc plus "bas de gamme" en raison de bugs électroniques persistants ! Mais c'est pour des raisons bien différentes que ce SUV compact fait l'objet de son premier rappel officiel, sous le code 72DV.

Un risque pour la ceinture de sécurité

Cette campagne de retour en atelier est liée à la pos-



sible application d'un feutre de protection défectueux sur les leviers de réglages manuels en hauteur des sièges avant. Cela pourrait risquer d'endommager la ceinture de sécurité à la longue en permettant de la tirer par inadvertance entre le revêtement du siège et

le levier. Pour éviter de voir ce précieux morceau de tissu perdre de son efficacité en cas d'accident, un correctif a donc été mis en place. Sur les Tiguan concernés, les leviers de réglage en hauteur des deux sièges seront ainsi remplacés par des pièces

neuves, munies d'un feutre de protection désormais conforme. Cette intervention sera entièrement prise en charge par le constructeur.

La marque ne propose malheureusement pas d'outil en ligne pour vous permettre de vérifier facilement si votre exemplaire est concerné par cette opération de retour en atelier. Même si elle dispose bien d'un formulaire de ce type sur son site, il est réservé à l'affaire des airbags Takata, qui touche une longue liste de modèles beaucoup plus anciens. Il est vrai que le problème posé par ces cousins gonflables défectueux est autrement plus alarmant et répandu. Quant aux bugs électroniques évoqués en préambule, si vous les rencontrez aussi, il vous faudra demander à votre concessionnaire de les résoudre ou attendre une éventuelle mise à jour.

Volkswagen a trouvé une solution simple pour garder le thermique plus longtemps

Les constructeurs allemands Volkswagen et Audi prévoient de faire durer leurs modèles thermiques plus longtemps en prolongeant leur présence sur le marché. 2035. Pour le moment, c'est la date qui est fixée. Celle au-delà de laquelle l'Europe ne veut plus que les constructeurs automobiles vendent des véhicules thermiques neufs. Alors, c'est vrai que les discussions commencent à s'élargir à la possibilité des carburants de synthèse, notamment. Mais pour le moment, ce sont des pistes de travail. Et l'objectif pour les marques reste 2035, même si, au fur et à mesure, alors que certaines avaient prévu d'anticiper l'échéance d'une ou plusieurs années, la plupart d'entre elles repoussent le thermique au maximum. Et c'est en ce sens que Volkswagen et Audi ont trouvé comment prolonger au maximum le cycle de vie de leurs véhicules à moteur à combustion.

Restyler pour mieux durer

Selon le média économique allemand Handelsblatt, qui cite des sources internes restées anonymes, comme le marché de l'électrique se développe trop lentement, certains modèles continueront à fonctionner jusqu'à l'arrêt du moteur à combustion. Comment ? Grâce aux restylages. Ainsi, la Golf, le T-Roc ou le Tiguan pourraient subir un lifting après 2030, alors même qu'ils auraient dû laisser leur place. Pareil pour Audi. C'est peut-être aussi un moyen d'anticiper un revirement de loi de dernier moment. Pour autant, chez Audi, le plan qui vise à ne plus produire de thermique dès 2033 serait toujours valable. On pourrait en savoir plus sur la stratégie à suivre dès mars, lors d'un cycle de planification des investissements au sein du groupe Volkswagen.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

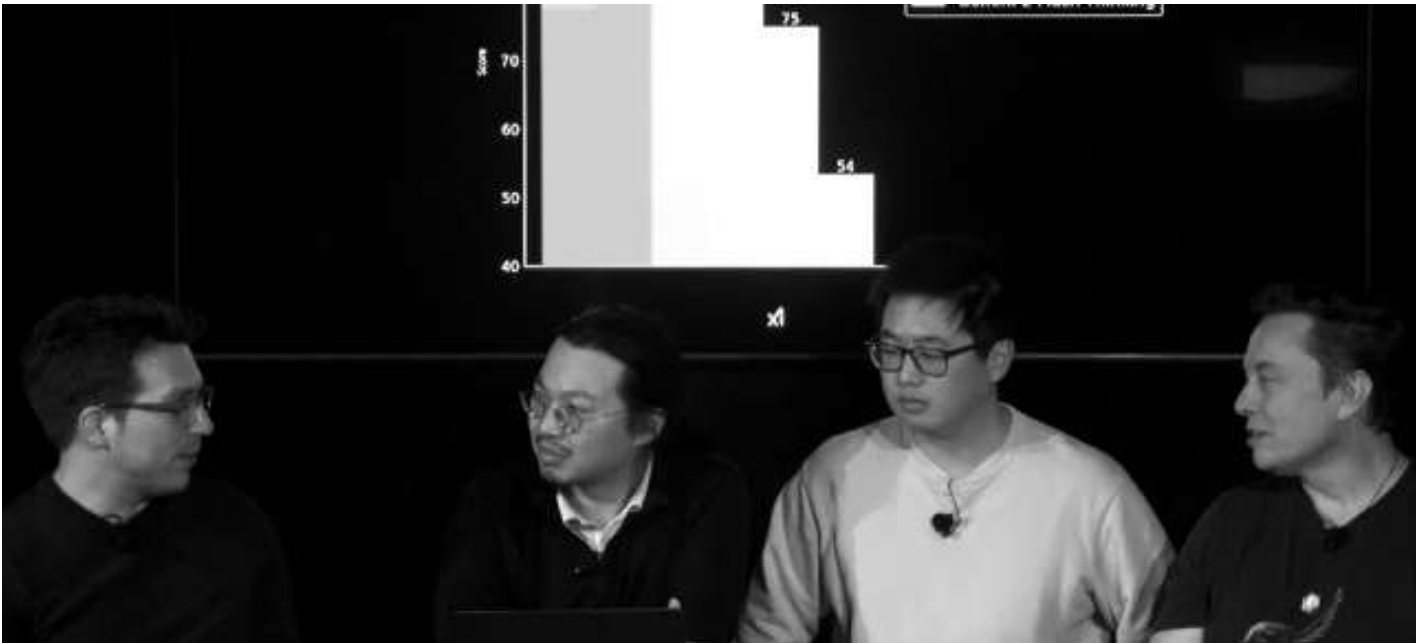
xAI annonce Grok 3

La start-up créée par Elon Musk, xAI, affirme que la dernière version de son LLM Grok 3 surpasse les meilleurs modèles dans les domaines des mathématiques, des sciences et du codage. Un moteur de recherche dopé à l'IA, Deepsearch, a aussi été présenté.

La start-up d'Elon Musk, xAI, a présenté Grok 3, la dernière version de son grand modèle de langage, que le dirigeant décrit comme le système d'IA le plus avancé à ce jour. xAI affirme que Grok 3 surpasse les modèles d'IA rivaux de Google Gemini d'Alphabet, V3 de Deepseek, Claude d'Anthropic et GPT-4o d'OpenAI dans des tests de référence pour les mathématiques, les sciences et le codage. « Il y a environ un mois, le pré-entraînement de Grok 3 a été achevé, et depuis lors, nous avons travaillé dur pour intégrer des capacités de raisonnement dans le modèle Grok 3 actuel », a déclaré l'entreprise lors de son événement de lancement lundi. Selon Elon Musk, Grok 3 a une puissance de calcul plus de dix fois supérieure à celle de son prédécesseur. xAI a également présenté Deepsearch, un moteur de recherche avancé alimenté par l'IA qui fonctionne comme un chatbot basé sur le raisonnement. En s'appuyant sur ces capacités, l'entreprise prévoit de déployer l'API de Grok-3 dans les semaines à venir, afin d'étendre ses fonctions de raisonnement et de recherche approfondie. Cette initiative témoigne de la volonté de xAI de s'implanter plus largement sur les marchés des entreprises et des développeurs, où les outils d'automatisation et de prise de décision pilotés par l'IA sont très demandés. Grok 3 sera déployé pour les membres X Premium Plus à partir du 18 février, qui bénéficieront d'un accès en avant-première à Deepsearch.

Sécurité et conformité de Deepseek à évaluer par les DSI

« Grok 3 se lance dans une arène féroce concurrentielle aux côtés de ChatGPT et Microsoft Copilot, et son



succès dépendra des performances réelles dans la génération de code, l'automatisation et les flux de travail d'IA d'entreprise », a déclaré Abhivyakti Sengar, analyste principal chez Everest Group. « Si xAI tient ses promesses, elle pourrait bouleverser le marché. Cependant, avant que les entreprises n'intègrent Grok 3, les DSI doivent évaluer rigoureusement ses mesures de sécurité et de conformité. » Grok 3 est désormais disponible pour les abonnés Premium Plus sur X. xAI lance également un nouveau niveau d'abonnement, SuperGrok, qui donnera accès à l'application mobile et au site web de Grok. L'entreprise développe également une fonction d'interaction vocale visant à améliorer les expériences d'IA conversationnelle, élargissant ainsi ses capacités au-delà des interactions textuelles. Le lancement de Grok 3 intervient alors que la concurrence dans le secteur de l'IA s'intensifie, les entreprises se lançant dans une course au développement

de modèles plus puissants et plus efficaces. Les analystes du secteur considèrent le lancement de Grok 3 comme un moment charnière dans ce paysage. « Avec Grok 3, nous nous attendons à une accélération significative de l'innovation en matière de R&D dans le domaine de l'IA, car il consolide sa position de leader face à des acteurs établis comme OpenAI et Google », a déclaré Prabhu Ram, vice-président du groupe de recherche sur l'industrie chez Cybermedia Research. « Les capacités avancées de Grok 3 susciteront un intérêt accru de la part des entreprises pour les solutions d'IA, permettant une plus grande efficacité et une prise de décision plus intelligente. »

Une adoption qui pose question

Avec l'expansion de xAI dans le domaine de la recherche et des applications d'IA d'entreprise, la bataille pour la domination de l'IA générative devrait

encore s'intensifier. Musk a fondé xAI en 2023 pour rivaliser avec OpenAI (qui a refusé une offre de rachat par Elon Musk à 97,4 Md\$), une société qu'il a ouvertement critiquée pour avoir évolué vers un modèle à but lucratif. Avec l'introduction de Grok-3 et le lancement prochain de l'API, xAI se positionne comme un concurrent sérieux sur le marché de l'IA. Toutefois, son succès à long terme dépendra des taux d'adoption, des critères de performance et de sa capacité à répondre aux exigences des entreprises en matière de sécurité et de conformité. « Il sera essentiel de comprendre comment elle traite et stocke les données, de garantir la confidentialité et de s'aligner sur des réglementations telles que le RGPD », a déclaré M. Sengar. « Un audit de sécurité approfondi et une collaboration étroite avec l'équipe de xAI peuvent contribuer à atténuer les risques et à assurer un déploiement sans heurts. »

L'IA pourrait nous aider à comprendre les émotions des animaux

L'intelligence artificielle trouve une nouvelle application encore dernièrement. Des chercheurs veulent ainsi utiliser la technologie pour comprendre les émotions des animaux. La technologie de l'intelligence artificielle nous surprend chaque jour, avec des applications de plus en plus diverses. Certains promettent ainsi de détecter les signes avant-coureurs de la démence, en analysant une banque énorme d'images de la rétine. D'autres équipes de chercheurs elles souhaitent pouvoir mieux comprendre ceux qui ne peuvent s'exprimer : les animaux.

Une IA entraînée sur les cochons...

L'IA cessera-t-elle un jour de nous étonner par les possibilités



qu'elle crée ? Difficile de répondre aujourd'hui, quand on apprend que cette technologie est appliquée aujourd'hui par plusieurs équipes de scientifiques à travers la planète pour pouvoir mieux comprendre les émotions des animaux ! Des chercheurs de l'université de l'Ouest de l'Angleterre et du Scotland's Rural College ont ainsi mis au point le système dit Intellipig. Ce dernier s'appuie sur l'analyse d'images du visage de cochons pour pouvoir notifier aux fermiers si les animaux montrent des signes de maladie, de douleur ou même de détresse émotionnelle.

... et une autre sur les chiens

Pour ce faire, les chercheurs ont dû faire un travail initial de catégorisation d'images représentant

tel ou tel trouble, un savoir issu d'une longue observation des animaux. Une fois les images correctement labellisées, elles ont pu être intégrées à un système d'intelligence artificielle afin de pouvoir « lire » les émotions des animaux. D'autres chercheurs, cette fois à l'université d'Haïfa, se sont concentrés sur les chiens. Une équipe, déjà à l'origine d'un logiciel de reconnaissance faciale destiné à retrouver des chiens perdus, utilise des IA pour repérer les signes d'inconfort sur la figure des chiens. Une recherche facilitée par le fait que les chiens partagent 38% des expressions faciales de l'être humain. Alors, peut-on imaginer que demain, on pourra comprendre les émotions de notre animal de compagnie ?

Mots fléchés

Ils ne sont pas les payeurs Tristesses		Père de Jason Empêcher d'agir		Eléments reproducteurs des végétaux		Première page Chanteuse française (Oria)		Uniformisation		Malchance Germandrée		Barbe de Jupiter Regret mélancolique
Pour nouveau Catastrophe naturelle				Chute des bois des cavités Outil pour les bourreliers				Coucou Argon				
							Femelle d'un équidé Souffrant					
Conjonction de coordination Grosses boîtes			Reptile saurien Adverbe de quantité							Petite sainte Prénom de Ferré		
						Planisphère		Hasard favorable ou défavorable				Terrain aménagé pour le sport
Préfecture de l'Aisne Uni par un accord					Boisson fermentée					Initiales de lato sensu (au sens large) Adverbe de lieu		
					Astate			Au pied c'est un orteil Pieu pour un supplice				
Un allemand Langue slave				Enduit Eminents					Maliko Lingey travaille de temps en temps Nid d'espions de la RDA			
					Terre entourée d'eau		Place quelqu'un sur une chaise Note de musique					
Note de musique Etat du peuple juif			Produit sucré Le premier 'Kohen Gadol' des hébreux							Vieille armée	Issues de	
						Habitante d'une préfecture normande		Grosse mouche Percerette				Attente
Petit de la chèvre	Surfaces agraires	Plante de la famille des palmiers Brandes					Fixée					
					Habiles							
Excrément Basanée							Indium			Américium	Sur une plaque espagnole Distance chinoise	
					Grand fleuve africain Bois odoriférant				Aluminium Il définit et régit les règles du rugby à XV			Déambula
Célèbre psychiatre français Il est à l'origine d'une des 12 tribus d'Israël			Devant le commissaire Antonio Chef éthiopien				Fin policière Possessif					
				Rayon lumineux						Possédés	Soleil divin Système de freinage	
S'incliné	Examine de nouveau Baryum							Ancienne province française Erbium				
				Crochet de boucher					Versant exposé au nord			
Ville de la région Ombrie en Italie							Pays à cheval entre l'Asie et l'Europe					

Le Brent à plus de 76 dollars

Les cours du pétrole ont connu une hausse mercredi sur les bourses mondiales, portés notamment par des évolutions géostratégiques impactant l'offre sur le marché. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en avril, prend vers midi 0,92% à 76,54 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en mars, gagne 0,97% à 72,55 dollars.



Le président de la République met fin aux fonctions du wali de Relizane

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a mis fin, mercredi, aux fonctions du wali de Relizane, M. Sami Medjoubi et décidé de nommer à sa place M. Kamel Berkane, indique un communiqué de la Présidence de la République. "Le président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, a mis fin, ce jour, aux fonctions de M. Sami Medjoubi en sa qualité de wali de la wilaya de Relizane et décidé de nommer à sa place M. Kamel Berkane", lit-on dans le communiqué.

Le Brésil rejoint une charte liée à l'Opep

Le Brésil a annoncé mardi son entrée dans la Charte de coopération entre pays producteurs de pétrole (CoC), liée à l'Opep. En tant que membre de la charte CoC, le Brésil "peut promouvoir des discussions sur l'utilisation de technologies propres et alternatives pour le financement de projets de décarbonisation", affirme le ministre brésilien des Mines et de l'Energie dans un communiqué. Le Brésil aura un rôle consultatif, sans prendre part aux décisions stratégiques liées aux quotas de production des principaux exportateurs de pétrole. "Contrairement à l'Opep et à l'Opep+, la charte n'a pas pour vocation la réduction de la production ou la régulation des prix. Il s'agit d'un forum de discussion sur des sujets liés à la transition énergétique ou les avancées technologies", a souligné à la presse un porte-parole du ministère des Mines et de l'Energie.

BAD

Les dirigeants africains approuvent la création d'un fonds de stabilité financière

Les dirigeants africains ont approuvé la création d'un fonds continental de stabilité financière, a annoncé la Banque africaine de développement (BAD), une initiative visant à prévenir les potentielles crises de la dette sur le continent avant qu'elles ne prennent de l'ampleur. Le mécanisme, connu sous le nom de Mécanisme africain de stabilité financière (MASF), disposera de sa propre note de crédit, ce qui lui permettra d'emprunter sur les marchés internationaux de capitaux, a indiqué la BAD, qui hébergera le mécanisme, dans un communiqué vu par Reuters mardi. Les dirigeants africains avaient appelé à la création du fonds en fé-

vrier 2022 et avaient mandaté la BAD pour mener à bien les préparatifs de sa mise en place. La BAD prévoit désormais d'agir rapidement pour rédiger un accord formel et obtenir la ratification des États, a-t-elle précisé dans le communiqué publié après un sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba ce week-end. Outre les remboursements commerciaux extérieurs en forte hausse et le risque de défaut, de nombreuses économies de la région sont également confrontées à des pressions pour augmenter les dépenses, des recettes fiscales stagnantes et les effets du changement climatique. Certains pays, comme le Kenya et le Gabon, ont émis des euro-obliga-

tions internationales ces dernières années, et les investisseurs ont parfois remis en question leur capacité à rembourser. Ces préoccupations ont conduit à une forte dépréciation de la monnaie kenyane en 2023, ainsi qu'à un abaissement de la note du Gabon par Fitch la semaine dernière. Le MASF prêterait de l'argent à des taux « concessionnels », a déclaré le président de la BAD à Reuters le mois dernier, et les bénéficiaires s'engageront à adopter des réformes macroéconomiques et fiscales définies. « L'objectif principal du MASF n'est pas de soutenir des plans de renflouement pour les États africains, mais de les prévenir », a affirmé la BAD.

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

Crise économique mondiale sur fond de tensions géopolitiques

La conjoncture économique internationale n'a jamais été aussi instable et surtout dominée par une géopolitique agressive. Trump et sa diplomatie transactionnelle aggrave davantage les tensions déjà en place. Il veut faire de Gaza un complexe immobilier et touristique sans équivalent dans le moyen orient, de l'Ukraine son réservoir de ressources naturelles en particulier des terres rares. Selon les estimations, les gisements ukrainiens de terres rares, qui ont fait l'objet d'une proposition d'accord de Trump rejetée par Kiev, ne représentent qu'une infime portion des réserves mondiales. En effet, selon une estimation réalisée par l'Institut d'études géologiques des Etats Unis, les terres rares s'élèvent en 2025 à plus de 90 millions de tonnes, dont l'essentiel est concentré en Chine (44 millions de tonnes), au Brésil (21 millions de tonnes), et en Inde (6.9 millions de tonnes). L'Europe est entrée en récession et les pays qui arrivent à s'en sortir, comme l'Espagne et l'Italie, font face à une dette colossale. La France cumule la récession (une faible croissance en 2024) et l'endettement, ce qui aggrave les déséquilibres de ses finances publiques et de son système de protection sociale, en quasi-faillite. L'Espagne tire son épingle du jeu : Même si sa dette rapportée au PIB demeure la plus forte en Europe, elle est descendue à 101% en 2024, alors que sa croissance a été de 3,2%, soit la meilleure de tous les pays de l'UE dont la moyenne des 27 est de 0,7%. L'économie allemande, championne incontestée de toute l'Europe depuis la seconde guerre mondiale, rentre dans la récession (-0,5% en 2024) et affiche des faiblesses dans plusieurs secteurs. Trump impose une nouvelle contrainte à l'Europe, celle d'augmenter leurs budgets de défense et d'acheter le matériel de défense auprès des USA. En Asie, la situation n'est pas meilleure. Le Japon ne se porte pas mieux. Il clôture l'année 2024 avec un petit 0,1% de croissance. Les industries de l'automobile, de l'électronique et de l'acier et de la chimie inquiètent les

pouvoirs publics et le patronat nippon. L'Inde voit sa croissance ralentir alors qu'elle devrait au contraire accélérer pour des raisons jugées favorables il n'y a pas si longtemps. « La croissance a beau être élevée, elle profite surtout aux 10% les plus riches. Les 90% restants doivent se contenter des miettes ». L'autre événement majeur de la conjoncture de ce mois a été le sommet de l'IA à Paris. Au vu du nombre et de la qualité des participants, des chefs d'Etat et de gouvernement, des grandes sociétés de la Tech, les régulateurs, les chercheurs, les associations etc, l'évènement était porteur d'espoir, surtout si l'on en juge par les volumes d'investissements déclarés. La France, pays organisateur, et l'Europe ont affiché un réel optimisme dans la voie de se positionner par rapport aux USA et à la Chine et récupérer un tant soit peu leur retard dans ce domaine. Mais ceci sans compter sur la machine bureaucratique de Bruxelles (27 réglementations différentes, des dizaines de régulateurs...) et sur la technocratie de l'UE. Par rapport aux Etats Unis et à la Chine, l'UE souffre de nombreux handicaps. D'abord le marché est morcelé et ne permet pas encore les effets d'échelle, possibles sur les marchés américains et chinois en raison de multiples réglementations nationales encore en vigueur. En Chine, il y a 4500 entreprises d'IA. La Tech a toujours eu les faveurs des pouvoirs publics chinois en lui assurant une protection et des subventions. L'IA est perçue en Chine comme une nouvelle « force productive » pour remplacer les moteurs traditionnels de la croissance (investissements publics et infrastructures) qui s'essouffent. L'IA est venue aggraver davantage le gap technologique qui s'est établi entre pays développés et pays en développement. Ce gap risque de se creuser si ces derniers continuent à observer le phénomène et attendre une quelconque assistance des pays riches. Ce qui va les enfoncer encore dans le sous développement, car avec les Tech les différences ne sont pas matérielles et

les reproductions sont impossibles grâce à des codages sophistiqués. Avec la Tech, les enjeux vont se déplacer vers des facteurs distinctifs, non reproductibles, non transmissibles et représentés par les ressources humaines. Ils seront aussi sur les ressources minières rares, indispensables pour les nouveaux composants et les nouvelles énergies. La nouvelle géopolitique, emprunte de violence et de menaces, préfigure une recomposition (ou même un partage) du monde sur des bases économiques (énergies, technologies et les matières premières nobles). Jamais le monde n'a été soumis à des enjeux économiques (pour reprendre le titre du quotidien) aussi profonds et à grand risque. L'Algérie est au cœur de ces recompositions, particulièrement en matière d'énergie. Le gaz américain sera imposé à l'Europe (discours du secrétaire à la défense à la conférence de l'OTAN), le gaz russe reviendra aussi en Europe et le gaz qatari empruntera désormais le chemin des gazoducs maintenant que le corridor syrien est largement ouvert à la Turquie qui se positionnera comme le hub du gaz pour l'Europe et l'Asie. La géopolitique ça coûte mais ça rapporte aussi. En matière de ressources minières nobles, notre potentiel n'est pas encore connu avec précision pour être économiquement exploité. C'est un enjeu certes, mais faut-il le rendre aussi un défi. Pour les technologies, plus précisément la Tech (économie numérique) le retard doit être comblé si l'on veut être dans la compétition ou au moins dans la sécurité ; cela demandera des budgets importants, des institutions appropriées, des ressources humaines de qualité et surtout un réseau international de partenariat et de coopération. Une politique publique d'IA sur 5 ans avec des objectifs précis et des acteurs compétents s'impose. On peut démarrer avec 10 Mds de \$ en 2025 et monter en cadence jusqu'à 50 Mds de \$ en 2030. Sinon, rien ne se produira.